

--

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>
sous-domaine
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>

Bonjour.

Quelques mots !

L'information n'a jamais été neutre et ne le sera jamais, malgré les faux semblants et autres salamalecs de prétendus objectifs dans le professionnalisme ; donc si mon travail est honnête, il est orienté... Dois-je le préciser ?

:o))

Bonne lecture !

@+

JJPR

Incidentement, pour ceux qui ont le temps, nouvelles publications

littéraires 2024 par :

jj-pat-rey.com/JJ-REY_NEO/sommaire-nouvelles-publications.html

Sommaire :

Accès direct en ligne au numéro le plus récent de l'Internet-Tribune-Libre :

jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/affichage/index.html

et pour toutes les années (de 2004 à 2024) par :

jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html

[\(Avec les illustrations en prime et une version PDF : innovation 2023 !\)](#)

- ÉVITONS LA DÉFORMATION DES RÉALITÉS

par Jean-Jacques REY

- COMMISSION EUROPÉENNE : AFFAIRE DES CONTRATS D'ACHATS COVID-19

par Arnaud DURAND

- LE GRAND PEUPLE ISRAÉLIEN DOIT OUVRIR LE CHEMIN DE LA PAIX

par Yaressua DNOMYAR

- LES ÉTATS-UNIS, UN PAYS FAUX

par Gary KLANG

- PÉRIL SUR L'INFORMATION LIBRE EN FRANCE

par Fonds pour une Presse Libre

ÉVITONS LA DÉFORMATION DES RÉALITÉS

En ce qui concerne les élections -2024- présidentielles et autres, américaines (USA), dont on nous a rebattu les oreilles pendant des semaines auparavant dans les médias inféodés en Europe et en France tout particulièrement, comme s'il s'agissait de nos affaires de la plus haute importance : ce qui m'étonnerait chez une majorité de nos compatriotes, plus préoccupés par des problèmes domestiques qui ne manquent pas à l'heure actuelle ; hé bien ! Nous pouvons constater une fois de plus, que les imbéciles qui prennent leurs désirs pour des réalités, en sont pour leurs frais, bien penauds et déconfits, déjà en train pour certains de glorifier celui qu'ils ridiculisaient hier (...)

Le ramdam des intellectuels, rapporteurs et autres célébrités (féminines ou masculines), se révèle complètement improductif et même pire, contreproductif, en période de populisme exacerbé dans les démocraties occidentales. Lors des consultations électorales qui y ont lieu, à tort ou à raison, des médiocres de toute nature y voient une façon d'exprimer un ressentiment contre les dites « élites » et/ou ils s'imaginent tenir là une occasion de revanche sur le mauvais sort qui les accable injustement selon eux. Ils ne perçoivent pas très bien les enjeux de société généraux ou seulement à court terme ; et surtout ils s'en moquent, plus soucieux d'améliorer leur bien-être matériel et les conditions d'existence le plus rapidement possible. Évidemment, toute orientation, spécialement celles qui sont idéologiques, sur un traitement inégalitaire, a sa part de responsabilité, quelle que soit, la chance donnée. **Donc une fois de plus,**

le libéralisme économique engendre des monstres...

En plus, encenser leur « *way of live* » ou complaire aux États-Uniens sans arrêt et même en faire un sujet d'intérêt exceptionnel, est plutôt ridicule et preuve de vassalité, au moins en esprit : comme ceux qui ont brillé chez nous en France après la débâcle de 1940 (...) Ce profil mental persiste en dépit de tout et jusqu'à la caricature.

Vous parlez d'un modèle à admirer que cet « empire » USA en train de s'écrouler, en tout cas moralement, où foisonnent, force racistes et suprématistes, misogynes et machos, sans parler de ses nombreux psychopathes qui confondent la liberté de se défendre et le droit de tuer ; quelques uns d'entre eux jouant même les terreurs jusque dans les jardins d'enfance et les écoles... N'est-ce pas !?

Les États-Unis d'Amérique, c'est en moyenne, **sur une année, plus de 40 000 morts par armes à feu**, cela vous dit quelque chose ? Ils n'ont pas « besoin » de faire la guerre pour éclaircir leurs rangs, eux au moins ! Ce qui d'ailleurs ne les empêche pas d'aller fréquemment mettre la pagaille ailleurs et d'**alimenter des massacres interminables...**

Cela dit, expliquant beaucoup de raidissement dans les sociétés occidentales en général, **les bourgeois démocrates et consort**, avec leurs relais médiatiques, ils arrivent à soûler les gens avec leur prétendue libéralisation qui, manifestement et trop souvent, se traduit par un vulgaire relâchement des mœurs... Tout le monde n'est pas intéressé ou peut se sentir agressé par des revendications identitaires, de corps ou d'esprit, qui restent minoritaires à l'exception faite de celles d'origine ethnique ou religieuse. Il ne convient que de **garder des ambitions de liberté et fraternité comme d'égalité** au regard des lois adoptées dans les différents états. C'est la devise de certains, paraît-il...

Ainsi donc, les médias courtisans chez nous, ils ont tout faux ; car ils voudraient nous faire croire que les Français-e-s (avec des sondages pour le moins équivoques) sont en demande d'autorité et « *ne croient plus en la démocratie* » qui serait un régime déficient et trop faible pour résumer.

Mais de qui, se moque-t-on dans ces sphères contaminées par des hantises et peurs stupides ?...

Il y a toujours eu plus de jacobins que de girondins dans le peuple de France. Les citoyens-ne-s de ce pays veulent tout simplement un État fort, protecteur et centralisateur, pas une auberge espagnole ouverte aux quatre vents des profiteurs ; ce qui évidemment ne fait pas l'affaire des libéraux, surtout dans le domaine économique... C'est donc encore une déformation de la réalité que ces médias tendancieux entretiennent.

L'économie dite « de marché » a besoin d'être encadrée et régulée, pour éviter que des truands s'en mettent plein les poches au détriment de la collectivité nationale, et pour cela, il faut une

autorité étatique, juste et forte, au service du peuple et de nos intérêts réels, c'est tout, et cela devrait valoir dans toutes les nations européennes et au-delà dans le monde entier. Cette considération explique bien du discrédit accumulé par l'Occident jusqu'à maintenant et la montée de l'autoritarisme à travers les continents ; et donc il faudra donner acte tôt ou tard.

Jean-Jacques REY

jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html

- En cinq articles et regroupements -
Horrible traitement du conflit en Palestine
- En quatre articles -
Les USA vus sans complaisance

Israël/Gaza : les menaces contre la CPI favorisent une culture de l'impunité, fustigent des experts de l'ONU

10 mai 2024. Droits de l'homme.

news.un.org/fr/story/2024/05/1145496

Des experts de l'ONU ont exprimé vendredi leur profonde consternation face aux déclarations émises par des responsables américains et israéliens menaçant d'exercer des représailles contre la Cour pénale internationale (CPI), ses fonctionnaires et les membres de leurs familles.

« À l'heure où le monde devrait s'unir pour mettre fin à la terrible effusion de sang à Gaza et demander justice pour les personnes illégalement tuées, blessées, traumatisées ou prises en otage depuis le 7 octobre, il est affligeant de voir des représentants d'État menacer de prendre des mesures de rétorsion contre une Cour qui poursuit la justice internationale », ont déclaré ces experts dans une déclaration conjointe.

Menaces de représailles

Le vendredi 4 mai, le Bureau du Procureur a dénoncé les déclarations qui *« menacent de prendre des mesures de rétorsion contre la Cour ou contre le personnel de la Cour »* pour les actions entreprises par le Procureur. La déclaration du Bureau du Procureur rappelle à tous les individus que les

menaces de représailles peuvent constituer une infraction contre l'administration de la justice en vertu de l'article 70 du Statut de Rome.

« ***Il est choquant de voir des pays qui se considèrent comme les champions de l'État de droit tenter d'intimider un tribunal international indépendant et impartial pour empêcher l'obligation de rendre des comptes*** », ont déclaré les experts.

« Les menaces de représailles violent les normes des droits de l'homme relatives aux attaques contre le personnel judiciaire et dépassent les limites acceptées de la liberté d'expression. Nous appelons tous les États à respecter l'indépendance de la Cour en tant qu'institution judiciaire et à protéger l'indépendance et l'impartialité de ceux qui travaillent au sein de la Cour », ont ajouté les défenseurs des droits humains. .../...

Ces dernières semaines, les autorités des États-Unis et d'Israël ont fait des déclarations incendiaires au sujet de la CPI, qualifiant les actions potentielles du Procureur de « *sans foi ni loi* », de « *honteuses* » et tout mandat éventuel d'« *agression scandaleuse* » et d'« *abomination* ».

Ces commentaires persistent depuis plus d'une semaine, alors que des rapports indiquent que les dirigeants du Congrès américain préparent d'éventuelles mesures de rétorsion, notamment des sanctions à l'encontre des personnes qui travaillent pour la Cour et des efforts visant à réduire le financement de la CPI, si des mandats d'arrêt sont délivrés à l'encontre de responsables israéliens, et que le ministre israélien des Finances menace de retenir également les fonds destinés à l'Autorité palestinienne. .../...

Pour conforter :

-- « Nous soutenons la rapporteuse de l'ONU sur les droits de l'homme Francesca Albanese », par 30 organisations juives

9 novembre 2024 ; (Publié par *Socialist Project*, Canada le 8 novembre; traduction-édition rédaction *A l'Encontre*)

alencontre.org/ameriques/americznord/usa/nous-soutenons-la-rapporteuse-de-lonu-sur-les-droits-de-lhomme-francesca-albanese-par-30-organisations-juives.html

En tant qu'organisations et groupes juifs, nous exprimons notre soutien à **Francesca Albanese**, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

Francesca Albanese a fait l'objet d'attaques incessantes de la part d'organisations à motivation politique telles que « *UN Watch* », qui ont mené des campagnes de diffamation intenses visant à la réduire au silence et à nuire à son mandat en matière de droits de l'homme. Ces organisations

n'ont qu'un **seul objectif: protéger le gouvernement israélien de la critique internationale et de la responsabilité légale.**

Malheureusement, les représentants de certains gouvernements occidentaux ont donné une forte impulsion à ces campagnes de diffamation en accusant Francesca Albanese d'antisémitisme. Nous rejetons ces allégations, qui sont infondées et qui incitent inconsidérément à s'en prendre à Francesca Albanese, au risque de mettre en péril sa sécurité personnelle.

Prenant la défense de plus de deux millions de civils à Gaza dont l'existence en tant que telle est menacée, notamment par une famine délibérée, Francesca Albanese a dénoncé la **collusion politique et la complicité militaire des gouvernements occidentaux dans la destruction de Gaza par Israël**. Au lieu de mettre fin aux crimes de guerre d'Israël, certains de ces gouvernements tentent de faire taire la lanceuse de message. .../...

-- Agitation à la CPI alors que les craintes concernant Israël et l'ingérence des États-Unis augmentent

Le retard dans la délivrance des mandats d'arrêt de la CPI contre Benjamin Netanyahu et Yoav Gallant, suivi du remplacement du juge président, a suscité de sérieuses inquiétudes quant au fonctionnement de la Cour et à d'éventuelles machinations en coulisses.

PAR CRAIG MOKHIBER 5 NOVEMBRE 2024

mondoweiss.net/2024/11/turmoil-at-the-icc-as-fears-rise-over-israel-and-the-u-s-interference/?ml_recipient=137256543321064971&ml_link=137256528110421481&utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_term=2024-11-07&utm_campaign=Daily+Headlines+RSS+Automation

[**Craig Mokhiber** est un avocat international spécialisé dans les droits de l'homme et ancien haut fonctionnaire des Nations Unies (responsable américain des droits de l'homme à l'ONU) et spécialiste du droit international, de la politique et de la méthodologie des droits de l'homme. Il a quitté l'ONU en octobre 2023 (quatre jours avant la date prévue de sa retraite), après avoir écrit une lettre largement lue qui mettait en garde contre le génocide à Gaza, critiquait la réponse internationale et appelait à une nouvelle approche de la Palestine et d'Israël fondée sur l'égalité, les droits de l'homme et le droit international.]

Série d'articles de l'auteur sur des aspects judiciaire, internationaux, sur le conflit en cours à Gaza et Proche Orient :

mondoweiss.net/author/craig-mokhiber/

Le 20 mai 2024, le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), **Karim Khan**, a soumis à la CPI une **demande de mandats d'arrêt contre les dirigeants israéliens Benjamin Netanyahu et Yoav Gallant pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, y compris extermination.**

Dans la même déclaration, il a émis un avertissement extraordinaire : « **J'insiste pour que toutes les tentatives visant à entraver, intimider ou influencer de manière inappropriée les fonctionnaires de cette Cour cessent immédiatement. Mon Bureau n'hésitera pas à agir conformément à l'article 70 du Statut de Rome si de tels comportements se poursuivent.** »

Le Procureur n'a pas précisé la source des menaces contre les responsables de la CPI.

La Cour, conformément à ses procédures établies, a ensuite attribué l'affaire à une chambre préliminaire composée de trois juges, présidée par le juge Iulia Motoc.

Seulement huit jours après que le Procureur a annoncé les demandes de mandat d'arrêt et son avertissement concernant l'intimidation des fonctionnaires de la Cour, le *Guardian* et le magazine +972 ont publié un exposé révélant une décennie d'ingérence, de pression et de menaces de la part des tristement célèbres agences de renseignement israéliennes contre le personnel de la Cour pénale internationale afin de faire dérailler les enquêtes sur les crimes israéliens.

Mais à ce moment-là, la Cour avait gardé le silence sur le dossier palestinien – un silence qui allait durer cinq mois. Les observateurs de la Cour n'ont eu d'autre choix que de s'interroger et de s'inquiéter du retard sans précédent dans la délivrance des mandats d'arrêt.

Et puis, comme prévu, début octobre, des publications pro-israéliennes ont commencé à diffuser des allégations anonymes accusant le procureur de la CPI d'avoir harcelé une employée de la CPI.

Quelques jours plus tard, le 20 octobre 2024, la CPI a annoncé que Motoc, le juge président de la chambre préliminaire de trois juges chargée de décider s'il fallait émettre des mandats d'arrêt contre le Premier ministre et le ministre de la Défense d'Israël, avait soudainement démissionné.

Invoquant des « raisons de santé » non précisées, la Cour n'a fourni aucune information supplémentaire. Motoc a été remplacé par la juge slovène Beti Hohler, le juge français Nicolas Guillou président désormais la chambre.

En temps normal, ces événements pourraient passer inaperçus. Mais nous ne vivons pas une époque ordinaire, et ce cas n'est pas ordinaire. Israël, un État qui a bénéficié pendant 75 ans d'une impunité soutenue par l'Occident, semblait enfin être appelé à rendre des comptes pour ses crimes. Déjà jugé pour génocide devant la Cour internationale de justice (CIJ) et faisant l'objet d'une série d'ordonnances provisoires, les

dirigeants israéliens ont reçu en mai un avis de l'autre côté de la ville de La Haye selon lequel le filet continuait de se resserrer. La demande présentée en mai par le procureur de la CPI pour des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et Yoav Gallant a suscité une réponse prévisible de la part d'Israël, qui a lancé des récriminations furieuses, des invectives et les diffamations tactiques habituelles contre la Cour. Ses alliés gouvernementaux occidentaux se sont immédiatement joints à elle pour attaquer la demande du procureur, les responsables américains allant jusqu'à menacer la Cour elle-même. Or, le retard dans la délivrance des mandats d'arrêt, suivi de l'annonce du remplacement du président du tribunal, suscite de sérieuses inquiétudes quant au fonctionnement de la Cour et quant à d'éventuelles machinations en coulisses. .../...

Une enquête d'Al Jazeera sur les crimes de guerre israéliens à Gaza

26 octobre 2024 par Richard SANDERS

legrandsoir.info/une-enquete-d-al-jazeera-sur-les-crimes-de-guerre-israeliens-a-gaza.html

[**Richard Sanders** est un producteur de télévision, spécialisé dans l'histoire et l'actualité ; également, il est journaliste à la cellule d'investigation d'Al Jazeera et directeur de cette enquête complète. Notons qu'il est un réalisateur primé avec plus de 25 ans d'expérience. Il a réalisé plus de 50 films, principalement pour *Channel 4*. Il a écrit pour de nombreuses publications, dont le *Daily Telegraph* et le *Boston Globe*, et est également l'auteur de deux livres d'histoire. Il critique sévèrement la couverture médiatique occidentale et les réponses israéliennes aux attaques du Hamas.]

Lorsqu'ils sont entrés à Gaza le 27 octobre, après trois semaines de bombardements aériens à la suite de l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre, les soldats israéliens ont emporté leurs iPhones avec eux. « *Nous vivons à l'ère de la technologie, et cela a été décrit comme le **premier génocide de l'histoire diffusé en direct*** », a déclaré la romancière palestinienne Susan Abulhawa à l'unité d'enquête d'Al Jazeera (*I-Unit*). Au cours de l'année qui a suivi, les soldats israéliens ont publié des milliers de vidéos et de photos sur *Instagram*, *Facebook*, *TikTok* et *YouTube*. Ces vidéos et photos constituent la base du nouveau film d'*I-Unit*, qui enquête sur les crimes de guerre israéliens principalement par le biais des

preuves fournies par les soldats israéliens eux-mêmes. C'est, selon **Rodney Dixon**, un expert en droit international présenté dans le film, « *un trésor que vous rencontrez très rarement. Quelque chose sur lequel je pense que les procureurs se lècheront les babines* ».

Comment cette enquête a-t-elle été menée ?

Alors que les journalistes occidentaux cherchent à dépeindre la guerre contre Gaza comme complexe et nuancée, un flot de publications sur les réseaux sociaux de soldats israéliens suggérait qu'ils ne la considéraient pas du tout comme cela.

I-Unit a donc décidé d'enquêter sur ces publications. Elle s'attendait à devoir consacrer des ressources considérables à la géolocalisation – l'utilisation de cartes satellites et d'autres sources pour identifier des emplacements spécifiques – et à l'utilisation d'un logiciel de reconnaissance faciale afin d'identifier les soldats présentés sur les photos et les vidéos. Ce qu'il a découvert, cependant, c'est que, pour la plupart, les soldats publiaient du matériel en leur propre nom sur des plateformes accessibles au public et donnaient souvent des détails sur le moment et l'endroit où les incidents décrits avaient eu lieu. *I-Unit* a commencé à collecter ces vidéos et photos, compilant une base de données de plus de 2500 comptes de médias sociaux. Elle a montré les images à un éventail d'experts militaires et des droits de l'homme, dont **Dixon, Charlie Herbert**, major général à la retraite de l'armée britannique, et **Bill Van Esveld**, directeur associé pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à Human Rights Watch. Elle a également fait appel à des équipes sur le terrain pour filmer les dépositions des témoins et a utilisé des images de drones israéliens collectées par *Al Jazeera Arabic*.

Qu'a trouvé l'enquête ?

Le comportement affiché sur les photos et les vidéos va des blagues grossières et des soldats fouillant dans les tiroirs de sous-vêtements des femmes à ce qui semble être le meurtre de civils non armés. Il appartiendra aux procureurs de décider de la culpabilité ou non des soldats, mais Dixon et Van Esveld ont déclaré à *Al Jazeera* que plusieurs des incidents documentés méritaient une enquête par des enquêteurs internationaux. La plupart des photos et vidéos entraient dans l'une des trois catégories suivantes : destruction gratuite, mauvais traitements infligés aux détenus et utilisation de boucliers humains. Tous les trois peuvent constituer des **violations du droit international humanitaire (DIH) et des crimes de guerre en vertu du Statut de Rome de la Cour pénale internationale**.

Destruction gratuite

Les vidéos montrent fréquemment des soldats en train de démolir des maisons et de détruire des biens et des possessions. D'autres montrent des maisons incendiées. La caractéristique la plus récurrente étant

l'explosion de bâtiments. « *Le fait même qu'ils aient pu placer des explosifs dans ces bâtiments montre très clairement qu'il n'y avait aucune menace présente dans ces bâtiments* », a déclaré Herbert à *Al Jazeera*. « *Il n'y a aucune justification pour détruire une structure si l'ennemi n'y est pas* », a déclaré Van Esveld. « *Vous ne pouvez pas vous promener sans raison, détruisant inutilement des biens civils. C'est interdit* », a-t-il ajouté. « *Et si vous le faites régulièrement, cela devient un crime de guerre* ».

Que dit la *Ligue des droits de l'homme* sur la destruction des biens ? L'article 8(2) (a) (iv) du Statut de Rome interdit « la destruction et l'appropriation extensives de biens, non justifiées par des nécessités militaires et effectuées illégalement et sans motif ».

Mauvais traitements des détenus

Certaines des vidéos montrent un grand nombre de détenus déshabillés jusqu'à leurs sous-vêtements, maintenus dans des positions stressantes et moqués pour s'être souillés. L'une montre des détenus nus et presque nus, ligotés et les yeux bandés, frappés à coups de pied et traînés par terre. Dans une vidéo, un soldat franco-israélien filme un détenu tiré de l'arrière d'un camion et dit : « *Regardez, je vais vous montrer son dos. Tu vas rire de ça. Il a été torturé* ».

« *La torture est l'un des crimes internationaux les plus graves. Très souvent, cependant, il est difficile d'obtenir des preuves. Ce genre de matériel où vous avez des personnes à la caméra admettant qu'elles ont participé à la torture serait très utile à tout enquêteur ou procureur* », a déclaré Dixon à *Al Jazeera*.

Les vidéos des soldats sont complétées par des témoignages recueillis par l'équipe de I-Unit à Gaza. Le film diffuse trois témoignages de coups et d'abus. .../...

Que dit la *Ligue des droits de l'homme* sur les mauvais traitements infligés aux détenus ?

L'article 8(2) (a) (ii) du Statut de Rome interdit « *la torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques* » ; tandis que l'article 8 (2)(b)(xxi) interdit de « *commettre des atteintes à la dignité de la personne, en particulier des traitements humiliants et dégradants* ».

Boucliers humains

I-Unit a interrogé six personnes qui ont témoigné avoir été utilisées comme boucliers humains par les troupes israéliennes.

Abu Amer a décrit comment, lors d'affrontements entre soldats israéliens et combattants palestiniens, les soldats israéliens « *nous ont emmenés, les hommes, et nous ont placés près du balcon. Ils ont placé leurs armes au-dessus de nos têtes et ont tiré sur les jeunes hommes de l'autre côté* ». Il dit qu'il a ensuite été forcé d'inspecter les bâtiments à la recherche de pièges et d'embuscades pendant qu'un soldat le surveillait depuis un balcon avec une mitrailleuse. « *Il a dit, essayez n'importe quoi et je vous*

tueraï ». Des images rassemblées par *Al Jazeera Arabic* le confirment. Elle montre un détenu forcé d'inspecter des bâtiments vides tout en étant surveillé par un drone.

Des images séparées montrent des détenus ensanglantés équipés de caméras afin qu'ils puissent entrer dans des bâtiments que les troupes n'ont pas encore sécurisés. Une photo prise par un soldat israélien dans la ville de Gaza en novembre – et publiée en ligne – montre deux détenus marchant devant un char avec un soldat derrière eux. Dans une interview, l'un des hommes a décrit plus tard comment ils avaient été contraints et utilisés comme boucliers humains. **À l'hôpital Nasser de Khan Younis, en février, un jeune homme a été forcé d'agir comme messager par les Israéliens, ordonnant aux personnes déplacées d'évacuer le bâtiment. L'homme a ensuite été abattu par un tireur embusqué devant sa mère.** .../...

L'article 8(2) (b) (xxiii) du Statut de Rome interdit « *d'utiliser la présence d'un civil ou d'une autre personne protégée pour mettre certains points, zones ou forces militaires à l'abri d'opérations militaires* ». .../...

« *La rhétorique de vengeance que nous avons entendue de la part de certains soldats israéliens est inquiétante. Les atrocités ne justifient pas les atrocités* », a déclaré Van Esveld à *Al Jazeera*.

Complicité occidentale

Le gouvernement israélien fait actuellement l'objet d'une enquête pour génocide à la Cour internationale de Justice. Cela soulève la possibilité que tous les pays qui ont prêté assistance à l'effort de guerre d'Israël puissent également être inculpés.

Entre 2019 et 2023, 69% des importations d'armes israéliennes provenaient des États-Unis et 30% d'Allemagne. Tous deux ont continué à fournir des armes tout au long de ce conflit, bien que les approvisionnements allemands aient diminué depuis le début de cette année.

Le film présente des reportages de *Declassified UK*, qui montrent le rôle central joué par la base britannique de la RAF, Akrotiri sur l'île de Chypre. Les Britanniques effectuent des vols de surveillance au-dessus de Gaza depuis début décembre, soi-disant pour faciliter le sauvetage des captifs israéliens. .../... « *Lorsque vous commencez à agir dans un conflit à un niveau tel que les personnes sur le terrain qui se battent utilisent vos informations pendant qu'elles se battent, vous pouvez devenir une partie au conflit* », a expliqué Van Esveld. *Si vous savez et que vous continuez à fournir des armes et des informations de ciblage, d'autant plus si vous savez que le résultat est une violation flagrante des droits de l'homme, alors vous êtes passif également de complicité. Donc, vous savez, le déni que vous êtes profondément impliqué dans ce qui se passe à Gaza commence à ne plus tenir* », a-t-il ajouté. .../...

Les médias traditionnels tuent la vérité

Par Mazin Qumsiyeh. Arrêt sur info — 10 novembre 2023

arretsurinfo.ch/les-medias-traditionnels-tuent-la-verite/

[**Mazin Butros Qumsiyeh** (né en 1957 à Beit Sahour: Cisjordanie) est un scientifique et auteur, de nationalité américaine et palestinienne, fondateur et directeur du *Musée palestinien d'histoire naturelle* (PMNH) et de l'Institut palestinien pour la biodiversité et le développement durable (PIBS) à l'Université de Bethléem où il enseigne. Après avoir été membre des facultés de l'Université du Tennessee (1989-1993), de l'Université Duke (1993-1999) et de l'Université Yale (1999-2005) aux USA, il fait de la recherche et enseigne aux universités de Bethléem et de Birzeit depuis 2008: wikipedia.org/wiki/Mazin_Qumsiyeh ou en français: pkfeyerabend.org/fr/2020/08/29/prof-mazin-b-qumsiyeh-courageux-artisan-de-la-solidarite-en-et-avec-la-palestine/]

Ce qui s'est passé le 7 octobre et après, comme l'a dit le chef des Nations unies, M. Guterres, "*ne s'est pas produit dans le vide*". Les Palestiniens ont subi un **nettoyage ethnique et un assaut raciste quotidien pendant 75 ans** (soit plus de 27325 jours). Cela a laissé **8 millions de Palestiniens réfugiés ou déplacés**, le reste étant stocké dans des camps de concentration déconnectés les uns des autres (Gaza, Bethléem, Jéricho, Ramallah, etc.). **Le crime d'apartheid et de discrimination raciale s'aggrave en Cisjordanie tandis que le génocide se poursuit à Gaza.** Les horreurs qu'Israël continue de commettre sont une moquerie du droit international. Aujourd'hui, la situation à Gaza est catastrophique car elle passe à un stade supérieur de carnage : de la mort soudaine et des blessures des civils par des bombardements sans avertissement à la mort par soif, famine, manque d'hygiène et effondrement des services de soins de santé (**politiques israéliennes d'assassinat de masse par le déni des éléments essentiels de la vie**). Nous, en Cisjordanie, comme les Palestiniens partout dans le monde, assistons à ce génocide et à ce nettoyage ethnique d'une population captive à Gaza et savons que nous serons les prochains. Depuis le 7 octobre, 163 Palestiniens ont déjà été assassinés par l'armée d'occupation et les colons en Cisjordanie et nous nous attendons au pire. Israël a bloqué nos cantons et arrêté/enlevé plus de 2500 autres Palestiniens en Cisjordanie. Ils torturent ces prisonniers politiques (plus de 11 000 aujourd'hui) en leur infligeant des violences physiques directes et en les privant de nourriture et de médicaments. .../... L'ambiance est sombre et en colère. Nous n'arrivons pas à croire que le

gouvernement américain et ses alliés occidentaux ont collaboré et financé ce carnage pendant 75 ans.

.../...

Plusieurs batailles se déroulent simultanément : 1) un massacre génocidaire de la population civile de Gaza, 2) une bataille contre la population civile en Cisjordanie et dans les zones de Palestine de 1948 (intensification de la colonisation et de la persécution), 3) une bataille entre Israël d'une part et les forces de résistance du Hamas et du Hezbollah, et 4) la bataille pour détruire la vérité menée par les sionistes et leurs armes à l'échelle mondiale. Alors qu'Israël perd les batailles avec la résistance malgré une puissance aérienne massive, l'armée d'occupation intensifie les batailles sur les autres fronts, y compris le massacre de civils (intensification du génocide), tandis que l'administration américaine et ses alliés tentent de jeter du sable à la face du monde par l'intermédiaire des médias grand public (MSM). Ils prétendent même qu'ils recherchent la paix APRÈS qu'Israël ait terminé le nettoyage ethnique et le génocide planifiés à l'avance. Des civils meurent, mais le colonialisme, l'apartheid et le génocide (États-Unis/Israël) ne se poursuivront pas si nous multiplions les marches et les pressions dans le monde entier (un soulèvement mondial).

.../...

Les médias sont complices du génocide en régurgitant les arguments des sionistes. Ignorant les rapports de l'ONU, les rapports sur les droits de l'homme, le carnage et les massacres commis, les médias affirment parfois que des civils sont tués "*au cours des combats*". Non, les civils sont bombardés et anéantis en grand nombre sans qu'il y ait de "combats". Les combats se déroulent avec l'avancée des chars israéliens, loin des civils, et les preuves montrent que l'armée israélienne ne se débrouille pas bien dans cette région, et c'est peut-être pour cette raison qu'elle **a intensifié les bombardements sur les civils**. Les autorités sanitaires de Gaza ont invité toutes les missions internationales d'enquête à se rendre sur place pour prouver les mensonges selon lesquels les hôpitaux abritent des combattants du Hamas (à l'intérieur ou à l'extérieur). Les mensonges d'Israël selon lesquels ils ciblent les combattants dans les zones civiles sont réfutés même par le personnel actuel et les rapports d'un certain nombre d'organisations internationales. Le mensonge et le meurtre ne se limitent pas à l'armée et au gouvernement. Les MSM [médias grand public] tuent la vérité. .../... Les MSM ne sont pas seulement coupables de mensonges, mais aussi de dissimuler intentionnellement des faits importants. .../...

Israël-Palestine. Le plan d'assujettissement des

Palestiniens se poursuit

12 mars 2024. Par Amira Hass (Opinion publiée par le quotidien israélien *Haaretz* le 12 mars 2024; traduction rédaction *A l'Encontre*)

alencontre.org/moyenorient/palestine/israel-palestine-le-plan-dassujettissement-des-palestiniens-se-poursuit.html

[**Amira Hass**, née le 28 juin 1956 à Jérusalem, est une journaliste et auteure israélienne, surtout connue pour ses colonnes dans le quotidien *Ha'aretz*. Elle est particulièrement connue parce qu'elle vit en Cisjordanie après avoir habité à Gaza et qu'elle rapporte les événements du conflit israélo-palestinien depuis les territoires palestiniens. Amira Hass est la fille de deux survivants de la Shoah... En raison de ses reportages de faits et d'opinions contraires aux positions officielles israélienne et palestinienne, Hass est souvent la cible d'attaques verbales et a rencontré l'opposition de la part des autorités de Palestine ou d'Israël...]

En dépit du faible nombre de sièges que **Bezalel Smotrich** [Mafdal-Sionisme religieux] devrait remporter, selon les sondages, Israël met déjà en œuvre le plan du ministre des Finances pour soumettre les Palestiniens et va même au-delà des lignes et des frontières que Smotrich a exposées publiquement. Le «plan décisif» de Smotrich, comme il l'a nommé, est la frère jumeau de la réforme judiciaire. Leurs auteurs, partisans et défenseurs proviennent du milieu de plus en plus puissant des colons sionistes religieux.

Une majorité d'Israéliens s'oppose à ce coup d'Etat [judiciaire], dont l'essentiel **consiste à donner au gouvernement un pouvoir politique illimité et à réduire encore son implication dans la fourniture de services sociaux**. Pourtant une plus grande majorité de Juifs israéliens approuvent ouvertement – dans la pratique, tacitement et sur *TikTok* – la politique de ce gouvernement putschiste telle qu'appliquée à tous les Palestiniens. Le massacre du 7 octobre en a été la cause immédiate. Mais il s'agit essentiellement de la même politique d'assujettissement qu'Israël poursuit depuis au moins 15 ans. Bezalel Smotrich, qui est sans détour, n'a fait que l'articuler avec précision.

Il y a sept ans, au printemps 2017, Smotrich – alors encore député au sein du parti *Habayit Hayehudi - Le Foyer juif* – avait présenté dans des cercles sionistes religieux fermés son plan pour un État de la rivière à la mer, pour un seul peuple [voir *Haaretz*, 22 mai 2023]. Le peuple juif. Certains en ont conclu que le massacre d'enfants et de femmes palestiniens était inclus dans sa troisième option: une **guerre totale contre les Palestiniens qui refusent d'émigrer ou de rester et d'accepter la non-réalisation de leurs droits nationaux dans ce pays**. .../...

Déjà dans un entretien franc qu'il a accordé à **Ravit Hecht** il y a plus de

sept ans (*Haaretz*, 3 décembre 2016), Smotrich a mentionné Josué et ses lettres. «**[N]ous décidons du conflit: je détruis leurs espoirs [des Palestiniens] d'établir un Etat**», a-t-il affirmé à Ravit Hecht. Quand elle a posé la question «comment?», il a répondu: «*Lorsque Josué est entré dans le pays, il a envoyé trois lettres à ses habitants: ceux qui veulent accepter [notre domination] accepteront; ceux qui veulent partir partiront; ceux qui veulent se battre se battront... Ceux qui veulent partir, et il y en aura, je les aiderai. Quand ils n'auront plus d'espoir ni de perspectives, ils partiront, comme ils sont partis en 1948.*»

Ce n'est pas une coïncidence si, depuis le début de la guerre, Smotrich fait partie des membres du gouvernement et des hommes politiques qui ont présenté avec enthousiasme la solution «humaine» pour les non-combattants de Gaza: le transfert volontaire de population. **Les frappes aériennes y contribuent**. En effet, chaque jour, même des plus braves patriotes de Gaza quittent le territoire, fuyant les horreurs de la destruction et de la mort, s'ils ont l'argent ou les bonnes relations.

Revenons à 2016. Smotrich a déclaré à Ravit Hecht: «*Ceux qui ne partent pas accepteront la domination de l'Etat juif, auquel cas ils pourront rester, et quant à ceux qui ne le font pas, nous les combattons et les détruisons.*»

A l'époque, le jeune membre de la Knesset s'était concentré sur la Cisjordanie et avait présenté son annexion, **l'expansion de la colonisation et l'augmentation du nombre de colons comme l'arme principale du processus d'assujettissement**. Aujourd'hui, la défaite et l'assujettissement sont le mot d'ordre s'imposant dans tous les territoires.

La Cisjordanie, qui était déjà coupée en deux, est encore plus fragmentée par les barrages routiers, les points de contrôle et les grillages verrouillés à la sortie des villages et des villes, ainsi que par les nouvelles routes que les colons ont ouvertes. L'administration civile, l'armée et les colons ostensiblement organisés continuent d'expulser les Palestiniens de leurs terres. Les mesures économiques de vengeance, orchestrées par Smotrich, ont appauvri les habitants dans une mesure qu'ils n'avaient pas connue depuis de nombreuses années. Dans le même temps, le gouvernement approuve de plus en plus d'habitations pour les Juifs. La fin de cette guerre sanglante dans la bande de Gaza n'est pas en vue.

En Israël, le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, s'est assuré de réduire les allocations gouvernementales à la population arabe avant même la guerre. Et les forces de police sous la conduite de son ami/rival le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir et l'opinion publique incendiaire veillent à ce que les citoyens palestiniens israéliens ne puissent même pas exprimer leurs sentiments de douleur et de choc face au sort de leur peuple dans la bande de Gaza. .../...

Même ceux qui se sont moqués de l'anglais et des connaissances économiques de l'actuel ministre des Finances et ministre délégué à la

Défense participent ou soutiennent à haute voix ou par leur silence **l'usage écrasant de la force par le gouvernement contre les Palestiniens**: dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et en Israël même. La plupart des Israéliens ont été choqués par les déclarations sans fard de Smotrich. Elles reflètent franchement l'opinion du gouvernement, selon lesquelles la libération des Israéliens enlevés par le Hamas le 7 octobre n'est pas la question la plus importante. Mais la plupart des Israéliens juifs ne sont pas choqués par le meurtre de plus de 20 000 femmes et enfants dans la bande de Gaza, par la famine croissante et le danger de mort et de déshydratation de ses habitants. .../...

Il ne s'agit pas uniquement de Gaza ou de la Palestine !

Par *Assafir al Arabi*, 05 février 2024 ; relayé par Roland RICHA, 28 avril 2024

assawra.blogspot.com/2024/04/il-ne-sagit-pas-uniquement-de-gaza-ou.html

*[**Assafir Al-Arabi** est une plateforme indépendante qui publie des analyses relatives au Monde Arabe, réalisées par ses écrivain.s.es qui sont tous des acteurs influents, bien enracinés dans leurs sociétés et concernés par les enjeux qui s'y déroulent. site : assafirarabi.com/fr/]

*[**Roland RICHA**, Journaliste à la retraite, ancien adhérent et militant de la CGT (Fédération des organismes sociaux, UL de Montreuil), actuel militant de la Fédération nationale des syndicats des ouvriers et employés du Liban (FENASOL)]

Israël est aujourd'hui un acteur majeur et mondial du capitalisme spéculatif dominant. Ce dernier n'est plus tributaire de la production des biens **mais de la spéculation financière, immobilière, et de la prédation ouverte**. **Les transactions spéculatives représentent plusieurs milliers de fois la production « réelle »**. De ce fait, le rapport entre l'Etat et la société est foncièrement perturbé, ainsi que les règles qui régissaient la vie politique, ce qui permet à l'Etat de se désengager de ses devoirs à l'égard de la société – qui n'est plus partie prenante de la production des richesses – et donc de négliger ses « doléances » ! C'est une rupture majeure. **Le carnage que subit Gaza depuis quatre mois vient couronner un long processus de démantèlement de toutes les règles et coutumes que le monde a connu depuis l'instauration de la « modernité » et de ses principes et lois. Il annonce les traits du nouveau monde qui**

s'instaure et, de ce fait, possède une importance extrême qui dépasse la question palestinienne.

Ce carnage, d'une intensité sans précédent, se passe devant les yeux du monde entier qui l'observe en temps réel. Il est accompagné par le refus du conseil de sécurité de décider d'un cessez le feu, alors que la tragédie de la population gazaouie a atteint des proportions inimaginables, apocalyptiques, alors que des ministres israéliens en exercice annoncent publiquement - et assument fièrement - la privation totale de cette population de nourriture, d'eau, de médicaments et de refuges. .../...

L'une des caractéristiques du massacre de Gaza est le règne du mensonge, effronté et lui aussi sans limites. Les exemples se succèdent quotidiennement depuis l'indication de zones ou de routes sécurisées sommant les gazaoui de les pratiquer mais qui seront bombardées quelques heures plus tard, jusqu'aux storytelling des bébés décapités. Ceci aussi a une fonction, celle d'effacer les limites entre la vérité et le mensonge, et de rendre impossible toute construction de convictions.

Étudier les traits que comporte ce massacre est indispensable pour comprendre sa nature, qui est une reprise poussée à l'extrême d'un autre massacre qui l'a précédé – une sorte de « *prova d'orchestra* », celui commis sur l'Irak et conclu il y a 20 ans par son occupation, son écrasement et sa décomposition par l'axe américano-britannique.

S'il est vrai que ces différents traits sont intensifiés et « accélérés » de façon choquante à Gaza, ils se retrouvent néanmoins dans des dispositifs sociaux, politiques et économiques établis dans différents domaines, et dans des « ailleurs ». Ces dispositifs qui semblent sans lien entre eux disent leur appartenance commune à un système global, celui du capitalisme tel qu'il est dans sa phase actuelle. .../...

Ce système installe partout « un futur sans avenir » : se maintenir en vie maintenant et tout de suite est le seul « rêve » possible. C'est pour cette raison qu'il est dit que les conditions de vie des jeunes générations sont en régression par rapport à celles de leurs parents. Que la promesse du développement continu est chimérique.

Ce qui est ainsi admis comme la norme permet à l'armée israélienne de mener une guerre aussi sanglante, tous les jours, sans hésiter devant le massacre intensif d'enfants, la destruction de toutes les institutions civiles, et sans définir de plans, sans rendre des comptes... exactement ce qui se passe ailleurs sans bombes ou sang ou déplacements de population.

.../...

Sous l'hégémonie de quel capitalisme vivons-nous ?

Ce n'est certainement plus celui décrit par Marx ! la plus-value n'est plus le fruit du travail des ouvriers qui transforment les matières premières en marchandises. Le capitalisme n'est plus tributaire de la production des biens mais de la spéculation financière, immobilière, et de la prédation ouverte. Il n'est plus l'organisation privative de la production de biens et de

services. Le capitalisme contemporain est celui de la spéculation financière illimitée, les transactions spéculatives représentent plusieurs milliers de fois la production « réelle » à laquelle la raison devrait les restreindre. La fin de la parité fixe du dollar et la déréglementation initiée au début des années 1970 a abouti à cette transformation majeure où les banques, les sociétés financières et les holdings multinationales sont des créateurs de valeurs monumentales, très largement fictives, qui résultent de logiques de montages financiers générateurs de gigantesques profits mais qui génèrent aussi des crises d'ajustement récurrentes, d'une très grande violence, comme celle de 2008.

Le système politique s'adapte à cette réalité, dont il est le fruit. Le lien entre l'État et la société est foncièrement perturbé, ce qui permet au pouvoir politique de se désengager de ses devoirs à l'égard de la société .../...

Qui est Israël aujourd'hui ?

Il n'est plus un outil aux mains de l'impérialisme, cette conviction est devenue simpliste. Il n'est plus un colonialisme de population comme l'a été, par exemple, la France en Algérie. Israël est aujourd'hui un acteur majeur et mondial de ce capitalisme spéculatif dominant, et un producteur de technologies (les high-tech, armes et moyens de contrôle) au service du maintien de ce système. Il est aussi un producteur d'outils de la consommation effrénée de « gadgets » au service du spectaculaire et de la distraction, qui fait avaler la pilule amère de l'absence d'avenir. .../...

Les « influenceurs » !

Les conseils d'administration des banques et holdings multinationales, ceux des méga-entreprises stratégiques ont construit des logiques d'influence qui façonnent décisivement le fonctionnement « démocratique » des États. La base idéologique de cette domination est la mise des institutions étatiques au service des déréglementations et des privatisations, donc de la réduction du rôle de l'État ! Cette influence est obtenue grâce à la **proximité sociale des élites de pouvoir et la corruption**. Cette collusion opérationnelle est masquée par la **mainmise sur les médias qui orientent avec une très grande efficacité les opinions publiques**.

Originaires des mêmes milieux sociaux et formés dans le même moule éducatif, les personnels de pouvoir qui se succèdent à la tête de ces pays peuvent diverger sur des questions secondaires et se déchirer dans leur course au pouvoir mais sont tous tributaires des puissances économiques actuelles dont ils partagent la vision du monde. .../...

Bruno Drweski : « Les rapports de force sont défavorables aux États-Unis, Trump n'y pourra pas grand-chose »

Publié par Grégoire Lalieu ; 8 novembre 2024

investigation.net/bruno-drweski-les-rapports-de-force-sont-defavorables-aux-etats-unis-trump-ny-pourra-pas-grand-chose/

[**Bruno Drweski** : est historien, politologue, Maître de Conférences, habilité à diriger les recherches et membre du Comité des publications de l'INALCO (Institut national des langues et civilisations orientales), ancien rédacteur en chef de *La Pensée* et de *Recherches internationales*, co-fondateur et ancien membre de la direction d'*Espaces Marx*, rédacteur à *Ruptures*, militant de l'ARAC (Association républicaine des anciens combattants), auteur d'articles et d'ouvrages sur l'Europe orientale et le monde arabe. Membre des Rédactions de : *Outre-terre - Revue de géopolitique* ; *Studia Politologica - Annales Universitatis Paedagogicae Cracoviensis* ; *Multicultural Studies* ; *Revue des Etudes slaves .../...*]

Relations avec l'Union européenne et guerre en Ukraine, conflits au Proche-Orient, montée des BRICS et compétition avec la Chine, risque de Troisième Guerre mondiale... Que présage un second mandat de Donald Trump sur les grands dossiers internationaux ? .../... Bruno Drweski répond à nos questions. (l'A)

l'A : Malgré les sourires de façade, les relations entre les États-Unis et l'Union européenne n'étaient pas au beau fixe : **la guerre en Ukraine attisée par Washington et le sabotage des gazoducs Nord Stream ont causé beaucoup de tort aux économies du Vieux Continent.** Les dirigeants européens doivent-ils craindre que ces relations empirent avec la présidence Trump ?

Bruno Drweski : D'un point de vue politique, ils vont certainement vivre une période plus difficile, car ils ne sont pas habitués à l'équipe Trump. Nous avons pu en avoir un aperçu lors de son premier mandat. Mais Trump reste un outsider. Les dirigeants européens sont plutôt liés aux cercles néoconservateurs et démocrates.

Un autre problème concerne le volet économique. **Trump veut défendre les intérêts du territoire étasunien.** Si bien qu'il va chercher à faire peser davantage sur les dirigeants européens certains coûts militaires, dont la guerre en Ukraine.

- Faire reposer le coût de ce conflit sur les épaules européennes, n'était-ce pas déjà en route sous la présidence de **Joe Biden** ?

- Certes, mais Trump ira plus loin. Il est allé jusqu'à menacer de se retirer de l'OTAN. Je ne pense pas qu'il mettra sa menace à exécution. Mais son objectif paraît assez clair : se désengager de l'Europe et de l'Ukraine pour se concentrer sur ses priorités, à savoir la Chine en Asie orientale et le Proche-Orient en Asie occidentale.

- La menace du retrait de l'OTAN, n'était-ce pas un coup de bluff pour conduire les pays européens à augmenter leurs dépenses militaires ? Historiquement, l'alliance atlantique est un instrument de domination des États-Unis sur l'Europe. Pourquoi Trump s'en priverait-il ?

- C'est certainement du bluff. L'OTAN est à la fois le bras armé des Américains dans le monde, mais aussi contre les peuples d'Europe. Les États-Unis ont tout intérêt à garder ce gendarme en place. Tout comme les élites européennes. Mais pour Trump, le financement de cette alliance ne doit pas coûter grand-chose pour les États-Unis et reposer plus lourdement sur les Européens. Reste à voir dans quelle mesure Trump pourra faire bouger ces lignes : il devra composer avec une bureaucratie et des institutions bien enracinées et qui ont toujours travaillé différemment.

- Trump n'aura-t-il pas justement les coudées un peu plus franches avec ce second mandat ? Tout d'abord, les Républicains ont obtenu la majorité au Congrès. Par ailleurs, l'ascension de Trump est la conséquence d'une fracture au sein des élites US. Or, ceux qui le soutiennent – les déçus de la mondialisation néolibérale et de la *pax americana* notamment] – semblent peser davantage aujourd'hui qu'il y a huit ans.

- Tout à fait. Et on peut ajouter que depuis son premier mandat, Trump semble avoir mis de l'eau dans son vin. Il se montre moins radical dans son discours sur les affaires internationales. Nous assistons à une sorte de compromis qui va sans doute se prolonger durant les quatre prochaines années. Mais toute la bureaucratie de Washington ne disparaît pas pour autant. Ni le puissant complexe militaro-industriel qui, certes, se remplit les poches avec les conflits en Asie et au Moyen-Orient, mais qui profite aussi largement de la guerre en Ukraine et des tensions avec la Russie. Nous allons donc voir dans les prochaines semaines, notamment avec la composition du cabinet Trump, où le curseur va se placer.

- Pour conclure sur les relations avec l'Europe : du point de vue économique, Trump veut faire contribuer davantage ses alliés dans les efforts militaires, mais il annonce aussi des mesures protectionnistes qui devraient pénaliser l'Union européenne considérée comme une « petite Chine ». De quoi pousser nos dirigeants à se montrer plus indépendants à l'égard de Washington ?

- C'est ce que les dirigeants européens disent. Mais nous avons vu que cela relevait purement du discours. Les États-Unis sont clairement engagés dans une guerre économique contre l'Europe. Et nos dirigeants ont accepté

ces dernières années toutes les couleuvres que Washington voulait leur faire avaler. Je ne vois pas pourquoi ça changerait. En fait, **les dirigeants européens sont liés à cette mondialisation qui est absurde non seulement pour les intérêts des peuples, mais aussi pour les intérêts de leur propre capitalisme industriel. Cette mondialisation est essentiellement liée au capital financier et pénalise la production en Europe, surtout en Allemagne.** Berlin est le grand perdant de toute cette configuration, mais n'a pas l'air de se révolter.

- Trump promet de régler rapidement la guerre en Ukraine. Mais pas les conflits du Proche-Orient. Si Israël bénéficiait déjà d'un large soutien des Démocrates, **Trump avait la préférence de Netanyahou.** Ira-t-il encore plus loin dans le soutien à Israël ?

- Théoriquement oui, si on s'en tient à son discours qui est extrêmement belliciste et intimement lié à la politique génocidaire de Netanyahou. On se rappelle par ailleurs que durant son premier mandat, Trump avait déjà offert pas mal de cadeaux à Israël. Il ne faut donc pas s'attendre à de grands changements en Palestine. La Syrie pose davantage question. Durant son premier mandat, Trump avait pris des mesures qui allaient vers un retrait des troupes US. Mais va-t-il poursuivre sur cette lancée dans le contexte actuel ? J'en doute, dans la mesure où la Syrie est une base arrière stratégique de la résistance libanaise.

- **Quid de l'Iran ?** La tension monte avec Israël. Mais jusqu'à présent, l'administration Biden semble avoir tenté de prévenir un conflit ouvert.

- L'Iran est évidemment le grand adversaire stratégique de Netanyahou. **Trump est très virulent dans ses discours.** Mais il y a tout de même chez lui et dans ses cercles une vision plus réaliste des rapports de force que chez Biden et les démocrates. Il ne s'engagera pas dans une guerre contre l'Iran aux côtés d'Israël s'il sait qu'elle sera perdue d'avance. Le seul espoir est donc que l'aspect réaliste prenne le dessus si Trump et ses alliés prennent conscience que le rapport de force est défavorable à Israël. Et il l'est. Cela n'empêchera pas Trump de soutenir Israël et même la faction que représente Netanyahou au sein du jeu politique israélien. Or, le Premier ministre israélien est un aventurier...

- Si l'Iran est le grand adversaire stratégique de Netanyahou, **la Chine** est celui de Trump. Comment les relations entre Washington et Pékin vont-elles évoluer ?

- On peut s'attendre à des tensions majeures en Asie, que ce soit en **Corée**, à **Taiwan**, en mer méridionale de Chine et dans n'importe quel autre foyer susceptible d'être allumé. Mais la situation évolue. Lors du dernier sommet des **BRICS+**, la Chine et l'Inde se sont rapprochées. Or, les États-Unis comptaient sur l'Inde comme partenaire clé dans leur guerre d'influence contre la Chine. Pas sûr que l'équipe Trump y renonce

cependant. Il y a déjà des rumeurs de révolution colorée qui se répandent en Inde.

.../...

- Sur le plan militaire, la confrontation semble donc mal engagée pour les États-Unis. Sur le plan économique, Trump sera-t-il en mesure de reprendre le dessus dans la compétition avec la Chine et de manière générale avec les BRICS+ ?

- C'est ce que Trump va tenter. Mais en réalité, lorsque nous regardons l'imbrication des économies chinoises et US, cette partition paraît difficile à jouer. D'autant plus que la Chine s'est préparée aux scénarios les plus durs sur les plans militaire, économique et technologique. Et que **l'assise des BRICS+ lui donne une force considérable.** Finalement, **le rapport de force continue de jouer en défaveur des États-Unis.** Et l'équipe Trump n'y pourra pas grand-chose. .../...

Etats-Unis. «C'est l'économie qui compte, espèce d'idiot»

8 novembre 2024. Par Lance Selfa et Sharon Smith

alencontre.org/laune/etats-unis-cest-leconomie-qui-compte-espece-didiot.html

*[**Lance Selfa** : auteur et éditeur, contributeur dans des revues et journaux de Gauche socialiste aux Etats-Unis ; a écrit "*The Democrats: A Critical History*" (Haymarket, 2012) ; a édité "*U.S. Politics in an Age of Uncertainty: Essays on a New Reality*" (Haymarket, 2017). .../...]

*[**Sharon Smith** est une autrice américaine, socialiste, antiraciste, féministe et activiste ; a écrit "*Subterranean Fire: A History of Working-Class Radicalism in the United States*" ; "*Women and Socialism: Class, Race, and Capital*" ; "*Women and Socialism: Essays on Women's Liberation*" ; tous à Haymarket .../...]

L'histoire de l'élection de 2024 s'est avérée remarquablement claire. Dans un environnement politique où la plupart des électeurs et électrices pensaient que le pays évoluait dans une mauvaise direction, où ils percevaient l'économie comme étant déficiente et où la plupart d'entre eux déclaraient que l'inflation leur avait causé de sérieuses difficultés, les électeurs et électrices ont décidé de rejeter le parti sortant que la vice-présidente Kamala Harris symbolisait.

Donald Trump a remporté le vote populaire pour la première et seule fois

[contrairement à 2016 et 2020, en 2024, il a obtenu 73'407'735 voix contre 69'074'145 pour Kamala Harris]. Il a progressé non seulement dans les zones rurales, mais aussi dans les banlieues, et même dans les bastions du Parti démocrate comme New York et Chicago. Selon les sondages de sortie des urnes, Kamala Harris a fait mieux que Joe Biden en 2020 auprès des Américains les plus aisés, mais Donald Trump a progressé par rapport à 2020 auprès de toutes les autres fractions de la population.

L'un des poncifs de la politique américaine est: «C'est l'économie qui compte, espèce d'idiot» [formule utilisée par Bill Clinton en 1992, sur la suggestion de son stratège Jim Carville]. Si l'économie est en croissance et que les gens ont des emplois et des salaires plus élevés, le parti en place est généralement réélu. Si l'économie est en déclin et que les gens ont du mal à joindre les deux bouts, les électeurs ont l'habitude de «jeter les fainéants dehors» en votant pour l'opposant. Pendant la majeure partie du mandat de Joe Biden, alors que l'économie se remettait des chocs subis lors de la pandémie de Covid-19, Biden a été un président extraordinairement impopulaire. .../... Pourtant, le Covid a laissé derrière lui des perturbations économiques, notamment **les taux d'inflation les plus élevés que les Américains aient connus en 40 ans**, ce qui équivaut, bien sûr, à une baisse des salaires. L'explosion des dépenses militaires pour soutenir les guerres en Ukraine et à Gaza alimente également l'inflation. En conséquence, le niveau de vie des travailleurs et travailleuses états-uniens a baissé sous l'administration Biden, **alors que l'essor du marché boursier a permis aux plus riches de tirer leur épingle du jeu**.

.../...

La stratégie de campagne du Parti démocrate se retourne contre lui, une fois de plus

En 2016, Hillary Clinton a montré son mépris pour les partisans de Trump, alors majoritairement blancs, en les qualifiant de «pitoyables», plutôt que d'essayer de reconnaître la source de leur colère: l'inégalité flagrante du statut économique. Huit ans plus tard, alors que le soutien à Trump est plus important dans pratiquement tous les segments de la population, il est impossible d'ignorer le désarroi économique qui a éloigné les électeurs des démocrates, tandis que Biden continuait à se vanter que l'économie des Etats-Unis pendant son mandat était «la plus forte du monde» (déclaration du 25 juillet 2024, «Statement from President Joe Biden on Second Quarter 2024 GDP»). Mais **ceux qui ne disposent pas des capacités financières de gagner de l'argent en bourse vivent au jour le jour, incapables de joindre les deux bouts, souvent en cumulant deux emplois**.

Dans un système politique où les deux grands partis capitalistes, démocrates et républicains, dominant à tour de rôle les instances du pouvoir – sans véritable parti d'opposition – le seul moyen pour les électeurs et électrices d'exprimer leur mécontentement à l'égard du parti au pouvoir est de voter pour l'autre, le moindre des deux maux.

De plus, depuis que Bill Clinton a occupé la Maison Blanche [1993-2001],

les démocrates ont adopté les mêmes politiques néolibérales que les républicains, avec un enthousiasme à peine moins marqué. Depuis **Ronald Reagan**, les républicains se sont déchaînés contre les «*fraudeurs à l'aide sociale*», mais Clinton est le président qui a mis fin à la «protection sociale telle que nous la connaissons» dans les années 1990, **entraînant des millions de pauvres dans une spirale de pauvreté qui n'a fait que s'aggraver aujourd'hui**.

Au cours des dernières décennies, les démocrates ont délibérément courtisé les votes des personnes aisées et bien éduquées, ce qui a entraîné une érosion constante du soutien au Parti démocrate parmi ses électeurs et électrices traditionnels de la classe laborieuse et des Noirs. Cette tendance s'est encore accentuée depuis la défaite d'Hillary Clinton lors de l'élection présidentielle de 2016. Pourtant, les fondés de pouvoir du parti n'ont rien fait pour modifier cette stratégie désastreuse au cours des années qui ont suivi. **Ils ont couronné Joe Biden comme candidat pour 2024, alors même que ses facultés mentales déclinaient rapidement**, puis, après l'avoir finalement écarté, ont refusé d'organiser en août une convention ouverte au sein du Parti démocrate, renonçant ainsi à un semblant de démocratie au sein de leur propre parti.

.../...

Les conseils de Bernie Sanders

Comme on pouvait s'y attendre, le sénateur du Vermont Bernie Sanders n'a attendu qu'une journée pour émettre une critique cinglante de la campagne de Kamala Harris. «*Il ne faut pas s'étonner qu'un Parti démocrate qui a abandonné la classe ouvrière s'aperçoive que la classe ouvrière l'a abandonné*», a déclaré Bernie Sanders dans son communiqué. «*Les grands intérêts financiers et les consultants bien payés qui contrôlent le Parti démocrate tireront-ils des leçons de cette campagne désastreuse? . . . Probablement pas.*»

La critique de Bernie Sanders est vraie (en particulier la formule «probablement pas»), mais il est difficile de la prendre au pied de la lettre. Après tout, Sanders et d'autres supplétifs «progressistes» du Parti démocrate, comme la représentante Alexandria Ocasio-Cortez (AOC), étaient «à fond» – d'abord pour Joe Biden, puis pour Harris tout au long de sa courte campagne. Tous deux ont fait la tournée des Etats fédérés pour Harris. Harris a donné à Sanders et à AOC des places de choix pour prendre la parole à la Convention nationale du Parti démocrate (tout en refusant d'autoriser un seul orateur pro-palestinien), où leurs discours étaient destinés à établir la bonne foi de Harris au sein de la base progressiste du Parti démocrate. Et maintenant, Sanders nous dit que la campagne de Harris était condamnée dès le départ?

Sanders a certainement raison lorsqu'il critique les démocrates en tant que parti du statu quo. Mais il ne faut pas oublier que Sanders et AOC ont été parmi les derniers défenseurs de Biden avant que les leaders démocrates et les donateurs ne le poussent hors de la course. Le programme de

Kamala Harris, intitulé «*économie de l'opportunité*», **mettait l'accent sur l'esprit d'entreprise, avec quelques vagues clins d'œil à la réduction des coûts des soins de santé, du logement et des produits alimentaires**. Même sa proposition apparemment «importante» d'ajouter à *Medicare* la couverture des soins à domicile pour les personnes âgées et handicapées n'était guère plus qu'un sujet de discussion – et encore, juste une goutte d'eau dans l'océan de ce qu'il faudrait pour réparer le système de santé basé sur le profit, ce qui le rend inabordable pour des millions de personnes.

.../...

Kamala Harris, la candidate «républicaine-allégée»

Comme on pouvait s'y attendre, les grands médias ont tiré les mauvaises leçons des résultats du scrutin de 2024. L'éditorial du 6 novembre du *New York Times*, par exemple, a rejeté la faute sur les progressistes .../...

Kamala Harris a choisi de courtiser les républicains, et non les progressistes, pendant la période précédant l'élection. Les rituels traditionnels de séduction électorale ont ainsi été bouleversés, la démocrate Kamala Harris rampant devant les électeurs républicains et le républicain Trump (avec un peu plus de succès) cherchant à séduire les électeurs latinos en particulier. Le soutien de Kamala Harris aux droits reproductifs et à l'élimination du plafond de verre entre hommes et femmes a été relégué en partie au second plan pour trouver un terrain d'entente avec les républicains sur les questions sociales.

Plutôt que de se concentrer sur ce qui la distinguait de Donald Trump, Kamala Harris a mené une campagne «républicaine allégée», mettant l'accent sur ce qu'elle avait en commun avec les républicains: son opposition à l'immigration et son soutien à la répression à la frontière sud; la réaffirmation de son soutien indéfectible au génocide israélien en Palestine; la vantardise de posséder un pistolet Glock pour séduire les défenseurs des armes à feu. .../...

L'ancienne représentante républicaine Liz Cheney a rejoint Kamala Harris sur le chemin de la campagne. Son père, le criminel de guerre et néoconservateur Dick Cheney, a soutenu Kamala Harris en grande pompe.

Mais au milieu de toutes ces joutes électorales, il n'était pas évident de savoir ce que représentait réellement Kamala Harris. En tant que procureure puis procureure générale de Californie au début de sa carrière, elle n'était ni de droite ni de gauche, mais elle s'est transformée en une fière libérale [centre gauche] lorsqu'elle s'est présentée aux élections primaires de 2019. Cette année, après l'abandon de Biden, elle s'est présentée à l'élection présidentielle avec l'intention de paraître plus conservatrice. Elle a donc fait volte-face sur son opposition libérale de 2019 à la fracturation pétrolière et sur son soutien au «*Medicare for All*» – mais sans admettre qu'elle avait réellement changé d'avis sur ces questions majeures. Comme on pouvait s'y attendre, de nombreux électeurs et

électrices ont rejeté cette candidate peu sincère, représentant l'administration Biden en place, et ont opté pour l'impudent milliardaire, qui a prouvé qu'il était prêt à au moins bousculer les choses, [pour le meilleur et pour le pire](#).

Tels sont les choix malheureux que les électeurs et électrices aspirant au changement ont été contraints de faire au sein du duopole bipartite qui enferme l'électorat des Etats-Unis dans un carcan.

Un électorat en colère, sans alternative viable à gauche, se tourne vers la droite

Au cours des dernières décennies, la gauche états-unienne a été bien trop faible pour avoir un impact sur les élections – une tendance qui n'a fait que s'aggraver au cours des dernières années. La montée en puissance des **Socialistes démocrates d'Amérique** (DSA-Democratic Socialists of America) a été inspirée par les succès électoraux du socialiste indépendant **Bernie Sanders** en 2016 et 2020 [il a été réélu dans l'Etat du Vermont en 2024]. Mais dans les deux cas, Sanders s'est plié aux exigences des fondés de pouvoir du Parti démocrate et a fini par soutenir les candidats qu'ils avaient choisis, d'abord Hillary Clinton, puis Joe Biden. Et, comme indiqué plus haut, Sanders a fait campagne avec enthousiasme pour Biden, puis pour Harris. .../...

Aujourd'hui, aux Etats-Unis, les rapports de forces penchent résolument en faveur de la droite, entre autres en raison de la faiblesse de la gauche. «*La nature a horreur du vide*», dit le proverbe.

Lorsque les démocrates font écho aux républicains en s'orientant vers la droite et que la gauche suit les démocrates pour gagner les élections, les électeurs et électrices n'entendent aucun point de vue alternatif de gauche. C'est donc la droite qui l'emporte.

C'est la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui. Il est facile de faire des immigré-e-s les boucs émissaires des problèmes de la société alors qu'il n'y a pas d'explication de gauche à la baisse des salaires et à l'inflation élevée, qui renverrait aux **politiques de division et de domination de la classe capitaliste**. .../...

Les États-Unis soutiennent Israël en raison d'un intérêt stratégique

Par Stephen Zunes ; Arrêt sur info — 03 mars 2024

arretsurinfo.ch/les-etats-unis-soutiennent-israel-en-raison-dun-interet-strategique/

[**Stephen Zunes** est professeur de politique et d'études internationales à l'université de San Francisco, où il coordonne le programme d'études sur le Moyen-Orient. Reconnu comme l'un des principaux spécialistes de la politique américaine au Moyen-Orient et de l'action stratégique non violente, le professeur Zunes est analyste politique principal pour le projet *Foreign Policy in Focus* de l'*Institute for Policy Studies*, rédacteur associé de *Peace Review*, rédacteur collaborateur de *Tikkun* et coprésident du comité consultatif académique de l'*International Center on Nonviolent Conflict*.]

Les États-Unis soutiennent Israël en raison d'un intérêt stratégique perçu – comment est-ce possible ?

La nécessité de remettre en cause le soutien des États-Unis à la guerre et à l'occupation israéliennes est plus importante que jamais, mais il ne s'agit pas simplement de vaincre le lobby pro-israélien.

Les États-Unis ont longtemps fait figure d'exception internationale en soutenant le gouvernement d'extrême droite d'Israël. Le 20 février, **l'administration Biden a opposé son troisième veto en quatre mois pour bloquer une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à un cessez-le-feu à Gaza**, l'un des quarante-huit veto dans lesquels elle a été le seul vote dissident de résolutions contestant les politiques israéliennes au cours des dernières décennies. Les États-Unis ont été l'un des dix membres de l'Assemblée générale de l'ONU à s'opposer à cette mesure. Les États-Unis font figure d'exception, même parmi leurs alliés les plus proches : Seul un autre membre de l'OTAN, la République tchèque, s'oppose directement à un cessez-le-feu.

Le soutien des États-Unis à Israël valide une occupation qui dure depuis cinquante-six ans et qui s'accompagne de violations sans précédent du droit international et des normes en matière de droits de l'homme.

Les relations étroites entre les États-Unis et Israël sont l'une des caractéristiques les plus constantes de la politique étrangère américaine depuis près de cinq décennies et demie. L'aide militaire de plus de 3 milliards de dollars envoyée chaque année à Israël par Washington – soit bien plus que ce que les États-Unis ont fourni à tout autre pays du monde, malgré la petite taille d'Israël – est rarement remise en question au Congrès, même par les libéraux qui contestent normalement l'aide américaine aux gouvernements qui se livrent à des violations généralisées des droits de l'homme, ou par les conservateurs qui s'opposent habituellement à l'aide étrangère en général. Au début du mois, une large majorité bipartisane au Sénat a voté en faveur d'une aide militaire supplémentaire de 14 milliards de dollars au gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Bien que le soutien des États-Unis aux gouvernements israéliens

successifs, comme la plupart des décisions de politique étrangère, soit souvent justifié par des raisons morales, rien ne prouve que les impératifs moraux jouent un rôle plus déterminant dans l'orientation de la politique américaine au Moyen-Orient que dans n'importe quelle autre partie du monde. Si la plupart des Américains sont attachés à la survie d'Israël en tant qu'État juif, cela n'explique pas le niveau de soutien financier, militaire et diplomatique fourni. L'aide américaine à Israël va bien au-delà de la protection des besoins de sécurité d'Israël à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Outre les crimes de guerre perpétrés à Gaza, l'aide américaine a soutenu des politiques que des groupes tels qu'*Amnesty International* et *Human Rights Watch* ont qualifiées de forme d'apartheid.

.../...

En bref, le soutien croissant des États-Unis au gouvernement israélien n'est pas principalement motivé par des besoins de sécurité objectifs ou par un engagement moral fort envers le pays. Au contraire, comme partout ailleurs, la politique étrangère des États-Unis est principalement motivée par la volonté de faire avancer les intérêts stratégiques qu'ils perçoivent. Il existe un large consensus bipartisan parmi les décideurs politiques sur le fait qu'Israël a fait progresser les intérêts des États-Unis au Moyen-Orient et au-delà.

.../...

Le soutien à l'occupation et à la répression continues d'Israël n'est pas sans rappeler le soutien des États-Unis à l'occupation du Timor oriental par l'Indonésie, qui dure depuis vingt-quatre ans, ou à l'occupation du Sahara occidental par le Maroc. **Si cela est bénéfique pour les États-Unis, Washington est tout à fait disposé à soutenir les violations les plus flagrantes du droit international et des droits de l'homme par ses alliés et à empêcher les Nations unies ou toute autre partie de les contester.** Tant que les impératifs amoraux de la *realpolitik* ne seront pas remis en question, la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient et ailleurs ne reflétera pas la conviction de longue date du public américain selon laquelle les relations internationales des États-Unis devraient être guidées par des principes humanitaires.

D'importants secteurs de la population remettent en question la politique américaine à l'égard d'Israël et de la Palestine, alors qu'il existe un large consensus au sein de l'élite gouvernementale et des médias en faveur du soutien des États-Unis à la guerre et à l'occupation israéliennes. Nombre des démocrates libéraux du Congrès qui ont soutenu les mouvements progressistes sur d'autres questions de politique étrangère se sont rangés du côté des républicains de droite sur la question d'Israël et de la Palestine. Par conséquent, si l'impératif stratégique perçu est à l'origine du soutien des États-Unis à Israël, d'autres facteurs ont rendu cette question plus difficile pour les militants de la paix et des droits de l'homme que la plupart des autres.

L'un de ces facteurs est l'attachement sentimental de nombreux libéraux à l'égard d'Israël. De nombreux Américains s'identifient également à la démocratie interne d'Israël pour ses citoyens juifs, à ses institutions sociales progressistes (telles que les *kibboutzim*) et à son rôle important de sanctuaire pour une minorité opprimée qui a passé des siècles dans la diaspora. En raison d'un mélange de culpabilité à l'égard de l'antisémitisme occidental, d'amitiés personnelles avec des Américains juifs qui s'identifient fortement à Israël et de la crainte d'encourager involontairement l'antisémitisme en critiquant Israël, il y a une énorme réticence à reconnaître la gravité des violations israéliennes des droits de l'homme et du droit international.

La droite chrétienne, qui compte des dizaines de millions d'adeptes et constitue un bloc électoral important pour le parti républicain, est une autre source clé (peut-être improbable) de soutien à Israël. Elle a mis son immense poids médiatique et politique au service de Netanyahou et d'autres dirigeants israéliens de droite. **Fondée en partie sur une théologie messianique qui considère le rassemblement des Juifs en Terre sainte comme un précurseur de la seconde venue du Christ, la bataille entre Israéliens et Palestiniens n'est, à leurs yeux, que la continuation de la bataille entre Israélites et Philistins, Dieu jouant le rôle d'un agent immobilier cosmique qui a estimé que la terre n'appartenait qu'à Israël – nonobstant les notions laïques concernant le droit international et le droit à l'autodétermination.**

Pendant ce temps, les organisations juives traditionnelles et conservatrices ont mobilisé des ressources considérables en matière de lobbying, des contributions financières de la communauté juive et des pressions citoyennes sur les médias et d'autres forums de discussion publique pour soutenir le gouvernement israélien. .../...

L'industrie de l'armement a également tout à gagner du soutien des États-Unis à Israël et à ses opérations militaires. L'industrie contribue cinq fois plus aux campagnes du Congrès et aux efforts de lobbying que l'AIPAC et d'autres groupes pro-israéliens, et a un intérêt considérable à soutenir les livraisons massives d'armes à Israël et à d'autres alliés des États-Unis au Moyen-Orient.

Bien qu'assez discret, le racisme généralisé à l'égard des Arabes et des musulmans, si répandu dans la société américaine, est souvent perpétué par les médias. Cette situation est aggravée par l'identification de nombreux Américains au sionisme au Moyen-Orient, qui reflète notre propre expérience historique en tant que pionniers en Amérique du Nord, construisant une nation fondée sur des valeurs nobles et idéalistes tout en **supprimant et en expulsant la population autochtone**.

L'incapacité des mouvements progressistes aux États-Unis à contester efficacement la politique américaine à l'égard d'Israël et de la Palestine a également joué un rôle dans la situation actuelle. .../...

Malgré ces obstacles, il est plus important que jamais de **remettre en question le soutien des États-Unis à la guerre et à l'occupation israéliennes**. Non seulement elles ont entraîné d'énormes souffrances parmi les Palestiniens et les autres Arabes, mais elles nuisent aux intérêts à long terme d'Israël et des États-Unis, alors que des éléments de plus en plus militants et extrémistes surgissent en réaction dans le monde arabe et islamique. En fin de compte, il n'y a pas de contradiction entre le soutien aux Juifs israéliens et le soutien aux Arabes palestiniens, car **la sécurité israélienne et les droits des Palestiniens ne s'excluent pas mutuellement, mais dépendent l'un de l'autre**.

L'opposition au soutien des États-Unis au gouvernement israélien a atteint un niveau sans précédent. Bien que ni l'administration Biden ni les dirigeants des deux partis au Capitole ne semblent écouter à ce stade, la majorité des Américains souhaite désormais clairement un changement de la politique américaine. .../...

Comment les États-Unis ont planifié la guerre d'Ukraine et la crise énergétique en Europe (*RAND Corporation*)

31 janvier 2024 ; publié par Robert Bibeau

les7duquebec.net/archives/277438

[**Robert Bibeau** est un auteur, analyste en économie politique et journaliste canadien. Il a été également formateur en perfectionnement des adultes et enseignant d'économie et d'histoire au secondaire (Québec-Canada).]

Dans ce qui semble être une fuite interne exceptionnelle du groupe de réflexion *RAND Corporation*, connu entre autres pour avoir été à l'origine de la stratégie américaine de politique étrangère et de défense pendant la guerre froide, un compte rendu détaillé est donné de la façon dont la crise énergétique en Europe a été prévue par les États-Unis.

- Le document, qui date de janvier 2022, reconnaît que **la politique étrangère agressive menée par l'Ukraine avant le conflit pousserait la Russie à devoir mener une action militaire contre le pays**. Son objectif réel, affirme-t-il, était de **faire pression sur l'Europe pour qu'elle adopte un large éventail de sanctions contre la Russie**, sanctions qui avaient déjà été préparées.
- L'économie de l'Union européenne, déclare-t-il, « *s'effondrera inévitablement* » à la suite de cela, et ses auteurs se réjouissent du fait que,

entre autres, des ressources allant jusqu'à 9 milliards de dollars retourneront aux États-Unis, et des personnes bien éduquées, les jeunes en Europe, seront forcés d'émigrer.

- L'objectif clé décrit dans le document est de diviser l'Europe – en particulier l'**Allemagne** et la **Russie** – et de détruire l'économie européenne en plaçant des idiots utiles à des postes politiques afin d'empêcher l'approvisionnement énergétique russe d'atteindre le continent. (Voir Résultats de recherche pour « *Nord Stream* » – les 7 du quebec).

Le groupe de réflexion de *RAND Corporation*, qui compte 1850 employés et un budget de 350 millions de dollars, a pour objectif officiel « *d'améliorer les politiques et la prise de décision par la recherche et l'analyse* ». Il est principalement lié au département américain de la Défense et est tristement célèbre pour avoir été influent dans le développement de stratégies militaires et autres pendant la guerre froide.

Un document signé *RAND*, sous le titre d'ouverture « *Affaiblissement de l'Allemagne, renforcement des États-Unis* », suggère qu'il existe un « *besoin urgent* » d'un afflux de ressources extérieures pour **maintenir l'ensemble de l'économie américaine, mais « surtout le système bancaire »**.

« *Seuls les pays européens liés par les engagements de l'UE et de l'OTAN peuvent nous les fournir sans coûts militaires et politiques importants pour nous* ».

Selon *RAND*, le principal obstacle à cette ambition est l'indépendance croissante de l'Allemagne. Entre autres choses, il souligne que le *Brexit* a donné à l'Allemagne une plus grande indépendance et rendu plus difficile pour les États-Unis d'influencer les décisions des gouvernements européens.

Un objectif clé qui imprègne cette **stratégie cynique** est, en particulier, de détruire la coopération entre l'Allemagne et la Russie, ainsi que la coopération entre l'Allemagne et la France, qui est considérée comme la plus grande menace économique et politique pour les États-Unis.

« *S'il est mis en œuvre (la coopération France-Allemagne-Russie), ce scénario finira par faire de l'Europe non seulement un concurrent économique, mais aussi politique des États-Unis* », déclare-t-il.

Le seul moyen : « Attirer les deux camps dans la guerre contre l'Ukraine »

Afin d'écraser cette menace politique, un plan stratégique, principalement axé sur la destruction de l'économie allemande, est présenté.

« *L'arrêt des livraisons russes pourrait créer **une crise systémique qui serait dévastatrice pour l'économie allemande et indirectement pour l'Union européenne dans son ensemble*** », affirme-t-il, estimant que la clé est d'entraîner les pays européens dans la guerre.

« Le seul moyen possible de s'assurer que l'Allemagne rejette les approvisionnements énergétiques russes est d'entraîner les deux parties dans le conflit militaire en Ukraine. Nos actions continues dans ce pays conduiront inévitablement à une réponse militaire de la Russie. La Russie ne va clairement pas abandonner la pression massive de l'armée ukrainienne sur la République populaire de Donetsk sans une réponse militaire. Cela permettrait de présenter la Russie comme la partie agressive, puis de mettre en œuvre l'ensemble du paquet de sanctions, qui a déjà été élaboré ».

Les partis verts forceront l'Allemagne à « tomber dans le piège »
Les partis verts en Europe sont décrits comme étant **particulièrement faciles à manipuler pour faire les courses de l'impérialisme américain.**
« La condition préalable pour que l'Allemagne tombe dans ce piège est le rôle dominant des partis verts et des idéologies européennes ».

« **Idéalement – Un arrêt complet des approvisionnements** »
Les auteurs (du document) expriment l'espoir que les dégâts entre l'Allemagne et la Russie seront si importants qu'il sera impossible pour les pays de rétablir ultérieurement des relations normales.
« Une réduction des approvisionnements énergétiques russes – idéalement, un arrêt complet de ces approvisionnements – conduirait à des résultats désastreux pour l'industrie allemande. La nécessité de détourner des quantités importantes de gaz russe pour le chauffage en hiver aggravera encore les pénuries. Les confinements dans les entreprises industrielles entraîneraient des pénuries de composants et de pièces détachées pour la fabrication, une rupture des chaînes logistiques et, à terme, un effet domino». .../...
En fin de compte, **un effondrement total de l'économie en Europe est considéré à la fois comme probable et souhaitable.**
.../...

RAND nie être à l'origine du rapport

RAND Corporation a publié [ce jour], mercredi, [donc 31/01/2024], un communiqué de presse niant que le rapport provienne d'eux. Aucun commentaire n'est fait sur les parties du rapport qui sont fausses ou exactes, à part simplement écrire que le contenu est « bizarre » et que le document est « faux ».

Envoi personnel du 24/10/2024 d'un article et signalement le 30/10/2024
d'un mémoire par Maître Arnaud DURAND (*Actions en Justice - Palace.legal*)

COMMISSION EUROPÉENNE : AFFAIRE DES CONTRATS D'ACHATS COVID-19

1. Le contexte

Le 17 juillet dernier [2024], le Tribunal de l'Union européenne donnait raison aux requérants en condamnant la Commission Von Der Leyen:

- . à dévoiler les contrats d'achats Covid-19 **sans cacher les clauses indemnitaires**,
- . à révéler **les noms des négociateurs**,
- . aux "dépens", c'est-à-dire à **régler les frais de Justice**.

Mais la Commission, le 27 septembre, a **déposé un double recours devant la Cour de Justice de l'Union européenne**:

- . **un pourvoi** (visant à annuler sa condamnation en 1ère instance),
- . et **un référé** (visant à suspendre l'exécution de la décision du Tribunal en ce qui concerne les noms des négociateurs, le temps que la Cour de Justice tranche le litige).

On sait maintenant que **la Commission ne pourra pas compter sur un essoufflement des citoyens** car plus de 3.000 intervenants volontaires vont soutenir devant la Cour de Justice les plus de 2.000 requérants initiaux.

Toutefois la Commission adopte une nouvelle tactique, de repli.

2. La tactique de repli de la Commission

Dans le cadre de son référé (visant à suspendre la communication des noms des négociateurs aux requérants), la Commission est contrainte de démontrer qu'il y a péril en la demeure.

En vue d'en convaincre la Cour, la Commission soutient que révéler les noms des négociateurs leur causerait un grave, car ces derniers seraient alors exposés à... « **des contacts extérieurs non sollicités, qui ne se limiteraient pas à des contacts journalistiques, mais pourraient aussi inclure des attaques à leur intégrité physique ainsi que du**

harcèlement ».

Pourtant, en sollicitant la Justice, les citoyens sont par définition légalistes. Ils ont été écœurés par certaines pratiques de la Commission européenne durant la période de Covid-19. Mais plutôt que de se laisser mener vers la violence, **ils font le choix de saisir (et de réveiller) la Justice.**

Aussi, par notre lettre du 18 octobre dernier [Voir à: palace.legal/dejavu/ressources/dejavu-lettre-officielle-a-la-commission-contrats-et-negociateurs-2024-10-18.pdf], la Commission n'a pu qu'être délogée de toute peur irrationnelle : nous y avons proposé qu'elle remette les noms des négociateurs au premier requérant, le temps que la Cour de Justice statue sur le pourvoi intenté par la Commission et attendons sa réponse.

Pour échafauder son argumentation, la Commission soutient que, lors de l'audience de 1ère instance, « *le pire fût évité* » (!).

3. La fameuse audience de 1ère instance

À propos de cette audience, nous remercierons à nouveau toutes les personnes, requérantes et non requérantes, qui avaient pu faire le déplacement jusqu'à Luxembourg, et qui, par leur présence calme mais déterminée, avaient montré au Tribunal que le résultat de ce procès était attendu ; ainsi que nos consœurs Luxembourgeoises qui étaient venues spontanément nous manifester un intérêt légitime pour cette cause sensible et avaient décidé d'assister à l'audience [Voir à: palace.legal/dejavu/fr?show=retouraudienctue] .

L'ambiance au cours de cette audience était excellente. Les juges connaissaient bien le dossier et posaient des questions très précises [Voir à: youtube.com/watch?v=fDFKSi7yCcA] . Le seul malaise palpable était franchement celui des **agents de la Commission**, qui peinaient à répondre avec cohérence aux questions, au point d'en voir rougir leurs joues.

Après la clôture de l'audience, une dame aurait posé une question à un agent de la Commission et l'agent, n'ayant pas apprécié la question, aurait alors déclaré un "incident" auprès de l'huissier.

Bien curieusement, les agents de la Commission dans leur référé ne produisent aujourd'hui aucun élément permettant de déterminer le contenu de la question posée par la dame, ou encore la nature de l'incident. La

Commission produit un simple email d'un greffier, **qui n'avait rien vu ni rien entendu** et qui se limite à indiquer avoir appris, le lendemain, indirectement par le biais d'une personne inconnue, qu'un incident impliquant les agents de la Commission et des membres du public aurait eu lieu.

C'est tout ce que produit la Commission. Mais elle ne craint pas de prétendre que « le pire » aurait été évité, évidemment pour faire peur en vue de gagner son recours.

.../...

DejaVu : Mémoire déposé en défense au référé

Veillez trouver ci-après **le mémoire déposé ce 29 octobre 2024 devant le Président de la Cour de Justice de l'Union européenne, dans l'intérêt des requérants, en défense au référé intenté par la Commission dans le dossier des contrats d'achat. La partie sur l'urgence, l'incident et les témoignages se trouve en pages 13 à 17 du mémoire (p. 19 à 23 du fichier PDF), sous le titre "II.2. . Principalement, l'absence d'urgence à l'égard des requérants".**

Source :

palace.legal/dejavu/ressources/Acc_oFE4BjwegEc6e0RO9ElivhG7/2024-10-29_Memoire-en-reponse-sur-refere_vdef_avec_actes_et_AR.pdf

.../...

I. OBJET DU LITIGE

La présentation faite du litige par la Commission dans sa requête en référé ayant omis **les évictions multiples intentées** par la Commission pour échapper au droit à la transparence des requérants au titre du Règlement 1049/2001, il convient de résumer ses principaux agissements en ce sens lors des faits (I.1) et de la procédure (I.2).

I.1. Faits

1. Par demande du 24 mai 2021 enregistrée le 15 juin 2021, les Requérants ont demandé par l'intermédiaire de leur Conseil à la Commission, sur le fondement des dispositions du Règlement 1049/2001,

la communication de documents en lien avec les contrats d'achat de produits pharmaceutiques commercialisés à l'occasion de la période de Covid-19 sous autorisations de mise sur le marché provisoires, lesdits contrats ayant été négociés et passés par la Commission à la place des états-membres mais pour leur compte pour 71 Milliards d'Euros, dans le cadre de l'instrument d'aide d'urgence prévu par le Règlement (UE) 2020/521.

[Référence: Rapport spécial 19/2022 : L'UE et l'acquisition de vaccins contre la COVID-19, Voir à: eca.europa.eu/FR/publications/SR22_19].

2. La Commission a adressé aux requérants un refus partiel par décision du 4 août 2021 et a communiqué certains des documents sollicités tout en caviardant l'essentiel de leur contenu. Ainsi les contrats d'achat voyaient, notamment, leurs clauses indemnitaires cachées. La Commission avait en outre occulté les noms des négociateurs des contrats d'achat sur leurs déclarations d'absence de conflit d'intérêts, ne communiquant ainsi, en pratique, que des modèles de document empêchant toute vérification desdites absences de conflit d'intérêts.

3. Constatant les refus de communiquer et les communications incomplètes de la Commission, les Requérants ont le 13 août 2021 exercé leur droit à une demande confirmative organisé par les articles 7 et 8 du Règlement 1049/2001 en réitérant auprès de la Commission leur demande de communication des données et documents non communiqués.

4. Après avoir sollicité le 3 septembre 2021 un report prétendument pour répondre, la Commission n'a finalement apporté aucune réponse, matérialisant à la date du 24 septembre 2021 une décision implicite de rejet de la demande confirmative présentée par les Requérants le 13 août 2021.

I.2. Procédure

C'est dans ce contexte de fuite de la Commission sur la question de la transparence en matière de contrats d'achat Covid-19 que les Requérants ont été contraints de saisir le Tribunal (**I.2.a**) qui a rendu une décision dont a été saisie la Cour (**I.2.b**).

I.2.a. Devant le Tribunal

6. Les Requérants ont saisi le Tribunal le 6 décembre 2021 pour demander l'annulation de la décision implicite de rejet de la Commission du 24

septembre 2021 née de l'absence de réponse à la demande confirmative présentée par les Requérants le 13 août 2021.

7. Confrontée aux arguments des Requérants, la Commission a finalement rendu une décision explicite, en cours de procédure, le 28 février 2022 traduite le 31 mars 2022 pour refuser partiellement l'accès aux documents litigieux, en se fondant sur des exceptions prétendument applicables au cas d'espèce et en feignant d'accéder à la demande des requérants par la communication d'un volume sans qualité de près de 800 pages de documents, qui étaient toutefois largement occultées. La Commission en a profité pour adresser au Tribunal une demande de non-lieu à statuer tirée d'une prétendue disparition de l'intérêt à agir des requérants du fait de l'adoption de sa décision explicite.

8. La demande d'accès aux documents des requérants n'étant pas satisfaite, ceux-ci ont adapté par mémoire du 6 avril 2022 leur recours en annulation à la décision explicite, puis conclu au rejet de la demande de non-lieu de la Commission.

9. La Commission a répondu au mémoire en adaptation le 29 avril 2022 et après la vérification de la qualité pour agir des requérants par le jeu d'une question écrite posée par le Tribunal sur suggestion de la Commission, les Requérants lui ont répliqué le 8 octobre 2022 à la suite de quoi la Commission faisait une nouvelle réponse en date du 5 décembre 2022.

10. Le 2 mars 2023, le Tribunal a ordonné à la Commission de produire, au seul Tribunal, copie intégrale de trente documents relatifs à l'objet du litige.

11. Le 21 mars 2023, la Commission ne se conformait que partiellement à l'ordonnance du Tribunal en continuant de produire, pour ce qui concerne les projets de protocoles d'accord, des passages toujours caviardés au motif qu'il «*sembl[ait]*» à la Commission que ces passages avaient déjà été expurgés lors des échanges entre les négociateurs, et en excluant sans explication tous les emails actant lesdits projets.

12. Le 3 juillet 2023, le Tribunal posait une nouvelle question, à la Commission, pour l'inviter à clarifier la liste des documents concernés par la demande de communication de documents, ce à quoi la Commission répondait le 26 juillet 2023.

13. Le rapport en vue de l'audience était produit le 14 septembre 2023. L'audience se tenait le 18 octobre 2023 d'environ 9h30 à 13h.

14. Un premier procès-verbal d'audience était produit le 5 décembre 2023, rectifié le 21 décembre 2023 à la demande des Requérants et, le 16 mai

2024, le prononcé était finalement annoncé pour le 17 juillet 2024, trois ans après que les requérants aient fait leur demande en communication de documents auprès de la Commission.

* Pièce A.2 – PV d’audience rectifié du 21 déc. 2023 (p. 132-133 des annexes)

15. Par arrêt du 17 juillet 2024, **le Tribunal de l’Union européenne condamnait la Commission** aux dépens et annulait la décision C(2022) 1359 final de la Commission du 28 février 2022 ainsi que sa version française du 31 mars 2022, pour autant que la Commission a refusé un accès plus large :

– d’une part « *aux déclarations d’absence de conflit d’intérêts signées par les membres de l’équipe conjointe de négociation pour l’achat de vaccins contre la COVID-19 sur le fondement de l’article 4, paragraphe 1, sous b), du règlement n° 1049/2001* » ;

– et, d’autre part « *aux stipulations relatives à l’indemnisation dans les contrats d’achat anticipé et les contrats d’achat conclus entre la Commission et les sociétés pharmaceutiques concernées pour l’achat desdits vaccins sur le fondement de l’article 4, paragraphe 2, premier tiret, de ce même règlement.* ».

16. Au jour du présent mémoire et en dépit du caractère exécutoire de l’arrêt rendu le 17 juillet 2024 par le Tribunal, la Commission n’a encore exécuté aucune de ses dispositions.

I.2.b. Devant la Cour

17. Par acte du 27 septembre 2024, **la Commission s’est pourvue devant la Cour de Justice pour lui demander d’annuler l’arrêt du Tribunal** et de statuer définitivement sur le recours, en invoquant :

– comme premier moyen, une dénaturation des éléments de preuve par le Tribunal dans l’appréciation de la nécessité de la transmission des données personnelles en question,

– comme deuxième moyen, une erreur de droit dans l’interprétation de l’article 9, paragraphe 1, sous b), du règlement (UE) 2018/1725, de manière combinée avec l’article 4, paragraphe 1, sous b), du règlement 1049/2001 (arrêt attaqué, points 52 à 92),

– comme troisième moyen, sur le bien-fondé de la motivation du refus d’accès intégral aux clauses contractuelles sur l’indemnisation : (a) une erreur de droit dans l’interprétation de l’article 4, paragraphe 2, premier tiret, du règlement 1049/2001, (b) une violation de l’obligation de motivation, (c) trois dénaturations des éléments de preuve.

18. Par acte également déposé le 27 septembre 2024, **la Commission a intenté le présent référé en vue de voir prononcer un sursis à exécution en**

ce qui concerne l'exécution du point 2 du dispositif de l'arrêt du Tribunal du 17 juillet 2024, .../... en ce qu'il oblige la Commission à donner un accès plus large aux déclarations d'absence de conflit d'intérêts signées par les membres de l'équipe conjointe de négociation pour l'achat de vaccins contre la COVID-19.

.../...

Maître Arnaud DURAND

Paris, le 29 octobre 2024

Dossier complet du Mémoire à l'adresse :

palace.legal/dejavu/ressources/Acc_oFE4BjwegEc6e0RO9ElivhG7/2024-10-29_Memoire-en-reponse-sur-refere_vdef_avec_actes_et_AR.pdf

Site: palace.legal

Envoi personnel du 21/10/2024 d'un article par Yaressua DNOMYAR

LE GRAND PEUPLE ISRAËLIEN DOIT OUVRIR LE CHEMIN DE LA PAIX

Il aura fallu des siècles et des siècles pour que le peuple juif, tant conspué, tant rejeté, tant massacré, à travers le monde, à travers le temps, se retrouve sur une terre pour ne plus craindre ni le droit de vivre sa religion, ni les pogroms ou le génocide.

Oui... Tant de temps à attendre.

Un bout de terre.

Ce n'est pas grand-chose, un bout de terre. Un peu plus de vingt mille kilomètres carrés, c'est tout. À peine deux fois la surface de la région Île de France. Pour dire la portion congrue qui lui aura été réservée. Tout un peuple millénaire sur un petit bout de territoire, comme si l'espoir se concentrait sur un peu moins que la région Bretagne !

Ce territoire n'était pas un territoire inhabité, pas même, peu habité. Y vivaient d'autres gens, depuis longtemps déjà, des gens

de toute origine.

Ce n'était pas un territoire quelconque de la Terre. Il y avait Jérusalem. Et pour les croyants de l'Islam, elle était la troisième ville sainte de leur foi, départ du "*Voyage céleste*" du prophète Muhammad. Pour les Sémites, en revanche, Jérusalem était leur ville Sainte où le premier Temple fût érigé par le roi Salomon.

Oui, mais de futurs musulmans prospéraient là depuis au moins deux millénaires. Certes, mais des Juifs avaient ancré leur foi en ces lieux depuis près de trois millénaires.

L'Histoire récente nous apprend que ce territoire a été, en définitive, concedé aux Juifs sous le mandat des nations unis en 1947 par les Anglais qui en avait la gestion officielle. L'histoire nous apprend aussi que cette concession s'est faite dans la douleur. Mais elle ne nous apprend rien sur le devenir de chacune des étapes qui a vu se superposer ses lots de violences, de haine et d'incompréhension.

Alors, les chiffres, déclarations et résolutions sortent du chapeau. Tous sans doute vrais et vérifiables mais selon des angles qui n'autorisent pas à se poser, à réfléchir car trop partisans. Les Arabes sont plus nombreux que les Juifs, les Juifs étaient là depuis bien plus longtemps que les Arabes. Les frontières de 1967 ne correspondent pas à la réalité de 1948, les colonies juives sont une violation du droit international. La sécurité de l'État d'Israël ne peut être garantie face aux vellétés des pays arabes hostiles, **les Palestiniens vivent sur des territoires morcelés de plus en plus grignotés par les colons juifs...**

Qu'importe en vérité. Seule la vie des individus devrait être prise en compte, une vie en paix, bien entendu. Qu'ils soient Arabes, Juifs, Samaritains (Juifs « puristes ») ou chrétiens pour ce qui concerne cette région (d'autres religions n'y étant pas ou peu représentées), voire athées.

Et ce n'est pas le sens de l'Histoire, depuis 1948.

De conflits successifs en guerres âpres, d'intifada en djihads, d'attaques de colons en Palestine en attaques terroristes en Israël, l'Histoire ploie sous la souffrance et la mort. Et chacun, à la lumière de sources partielles ou partisanses, semble avoir raison.

Sur ce petit bout de Terre, après tout, c'est toute l'histoire de l'Occident

en accéléré qui se meut quelque part. **Cette histoire de conflits religieux, teintés d'arrière-pensées économiques ou autre manière de le dire, de conflits économiques baignant dans une atmosphère de religion. Deux plaies béantes** qui ne se referment jamais comme les plaies des dragons de Komodo.

À ce jour, depuis l'odieux massacre perpétré par le **Hamas** sur plus de mille-deux-cents Israéliens et Israéliennes de tous âges, le 7 octobre 2023, l'armée (*Tsahal*) de l'État blessé a légitimement riposté, elle avait la force, le courage et la morale avec elle. Le but annoncé était d'éradiquer un groupe terroriste qu'en d'autres temps, le gouvernement de ce pays avait soutenu contre le **Fatah** pour d'obscures raisons, soit dit en passant.

À ce jour, ce sont plus de 42.000 palestiniens dont plus de quinze mille enfants (au 18-10-2024) qui ont succombé sous les assauts répétés de cette armée et l'État hébreu prétend qu'il y a eu 14.000 combattants du Hamas éradiqués.

D'un autre côté, des civils et des militaires israéliens ont perdu la vie au cours de l'attaque du 7 octobre mais aussi, durant la guerre. On peut estimer, à la date selon les sources, environ 1.500 personnes.

Cette arithmétique est exécration, certes, d'autant que les chiffres sont parfois invérifiables en raison du blocus total dans la zone, mais ils sont nécessaires.

Selon l'angle choisi, à savoir celui des agresseurs actuels, attaqué d'hier ou celui du pays agressé, attaquant d'hier, on peut, avec beaucoup de précautions, en tirer quelques conclusions qui ne plairont pas à tout le monde.

Il y a clairement un nombre important d'individus du Hamas qui ont été décimés par les frappes israéliennes, mais dans le même temps, de très nombreux civils palestiniens dont beaucoup d'enfants. En d'autres termes, un membre du Hamas pour 2 civils palestiniens et 0,1 israéliens militaires ou civils.

C'est une vision intolérable, d'autant qu'une vie, une seule, reste une vie. Mais il faut pourtant en passer par là pour se rendre compte du déséquilibre total de la réponse des plus forts vis-à-vis d'un peuple emprisonné sur un bout de terre: **Gaza**.

Oui, les Israéliens sont les plus forts. Ils l'ont montré à maintes reprises, évidemment aidés de manière massive par les États-Unis et d'autres pays dont la France et l'Allemagne. Oui, le peuple israélien a le droit de vivre en paix sur ce bout de territoire que l'ONU lui a octroyé (pas aux frontières et les extensions coloniales d'aujourd'hui). Oui, Israël assume une grande responsabilité de par ses capacités de guerre, son habileté tactique et l'Histoire de son peuple et de la diaspora juive.

Aujourd'hui, l'état d'Israël porte le poids du regard international qui sera fixé demain sur l'ensemble de la communauté juive, israélienne ou non. Quand cette guerre s'arrêtera, car elle s'arrêtera comme toutes les plus longues guerres, des historiens impartiaux et sereins se pencheront sur l'ensemble des informations à disposition et diront les faits qui se sont déroulés, gardés secrets par la chape de plomb que *Tsahal* (l'armée israélienne) et le gouvernement d'Israël font peser sur l'information (peu d'informations sortent de Gaza et de nombreux journaliste palestiniens, les seuls qui puissent encore informer, ont été tués. Une centaine !).

Alors à ce moment là, l'opinion publique internationale saura...: Saura **l'horreur des actes** contre les Israéliens (en particulier les otages), **l'horreur de la tuerie contre les civils gazaouis et de la souffrance de ces derniers**. Et s'il s'avérait que l'iniquité avait été la grande gagnante de ce rapport de force, que le qualificatif de génocide pouvait s'imposer et que seule une solution à deux États aurait dû s'imposer... Qu'advient-il du sentiment du monde entier vis-à-vis de la cause sémite ?

Le très grand risque de développer un antisémitisme n'est pas à exclure. Pas chez ceux qui ont toujours voué les Juifs aux gémonies de l'Histoire, mais chez les autres gens qui pourraient adhérer aux idées les plus nauséabondes que le nazisme véhiculait en son temps. Les autres gens et peut-être leurs gouvernants.... Alors, la diaspora serait forcément touchée par un changement de paradigme.

Les Juifs ont déjà payé un lourd tribut à travers le temps et leurs pérégrinations forcées. Et ce serait l'état d'Israël qui était leur chance, leur droit d'exister enfin en paix, d'être reconnu, qui lui porterait le coup fatal ?

Israël est maître de la situation. Ses décideurs doivent **cesser leur hargne, leur haine et leur volonté d'éradiquer un autre peuple**. Ils doivent négoier un vrai traité de paix à deux états comme cela aura pu être le cas si **l'extrême droite israélienne** n'avait pas « liquidé » le

premier ministre israélien **Yitzhak Rabin** pour le punir des accords d'Oslo.

Il y va de la paix dans la région et dans le monde. Il y va de la paix pour deux peuples.

L'Afrique du Sud a montré la voie (certes dans un tout autre contexte) sur le chemin du grand pardon de l'apartheid, là où les Israéliens ne parviendraient pas à garantir le chemin de la paix commune, la grande réconciliation judéo-musulmane ?

Yaressua DNOMYAR

Signalement personnel (avec extrait) le 31/10/2024 d'un article par *Madinin'Art*
Site : madinin-art.net

LES ÉTATS-UNIS, UN PAYS FAUX

Source : madinin-art.net/les-etats-unis-un-pays-faux

31 octobre 2024

J'ai soudain compris que ce qui me gênait avec les États-Unis, c'était la fausseté. Tout m'y paraît faux : les sourires *cheese*, le faux rêve américain, tout est faux. Car enfin, comment parler de rêve alors que **des millions de gens ne peuvent pas se soigner à cause des coûts prohibitifs des soins de santé** ? Deux ou trois jours à l'hôpital et la note peut vous réduire à la mendicité. Tous les pays occidentaux ont un système de sécurité sociale, à l'exception des États-Unis. Vous trouvez ça normal ? Comment parler de rêve américain lorsque des milliers de gens ont pour maison la rue ou leur voiture ? Qu'est-ce que ce pays de rêve où les gens vivent dans la peur, à cause des assassins qui pullulent ? Sans oublier la vente libre des armes de guerre pour engraisser les patrons de la **NRA** [*National Rifle Association of America*]. Oui, tout me semble faux dans ce pays car **il n'a de rêve que le nom**.

Quant à la prétendue démocratie, me dira-t-on ce que contient ce terme alors que le vote du peuple peut être annulé par quelques bourgeois repus, baptisés du terme ronflant de Grands Électeurs ? Comment parler de démocratie quand ce pays soutient sans sourciller le génocide qui se déroule sous nos yeux à Gaza ? Plus de 40 000 morts dont des femmes et des enfants. Sans oublier Cuba que Washington affame par un embargo depuis plus de 60 ans. **La raison du plus fort**. Peut-on parler de démocratie lorsqu'un pays tente plus de 600 fois d'assassiner un leader étranger, en l'occurrence Fidel Castro qui osa faire une révolution pour libérer son île de la tutelle de la mafia et des politiciens américains ? Peut-on qualifier de démocratique un pays qui refuse de restituer de restituer Guantánamo au gouvernement cubain ? Un pays qui trouve naturel de torturer les prisonniers et de condamner des gens à mort au risque de tuer des innocents ? Un pays qui attaque l'Irak en pleine nuit et tue aveuglément des femmes et des enfants, puis s'arroge le droit de pendre son président en filmant la scène. **La mort est un spectacle**. Sans oublier Edgar Snowden, réfugié en Russie, et Julian Assange, tous deux **punis pour avoir osé dire la vérité**. C'est, dit-on sans rire, le pays du *free speech*.

Mais, dans le même temps, ce pays tellement faux possède des héros que le monde entier envie : **Martin Luther King, Rosa Parks, Marlon Brando** ou **Muhammad Ali**, qui dit non à la guerre au Vietnam et préféra perdre son titre de champion du monde. Le même osa ensuite rendre visite à Fidel Castro, honni par l'Amérique entière. Qui dit mieux ?

C'est cette Amérique là que je veux célébrer.

Gary KLANG

fr.wikipedia.org/wiki/Gary_Klang
ile-en-ile.org/klang

Signalement personnel (avec extrait) le 03/05/2024 d'un article par Charlotte CLAVREUL (Fonds pour une Presse Libre)
Site : fondspresselibre.org

**PÉRIL SUR L'INFORMATION LIBRE EN
FRANCE**

Liberté des médias : en France, péril sur l'information entre crise, concentration et dépendance

Source : fondspresselibre.org/liberte-des-medias-en-france-peril-sur-linformation-entre-crise-concentration-et-dependance

29 avril 2024

La France se distingue des autres grandes démocraties européennes par la médiocrité de son système médiatique et l'installation de l'extrême droite au sein de médias de masse. Depuis quinze ans, le paysage médiatique français s'est radicalement transformé. Si la demande d'information n'a jamais été aussi forte, grâce à la révolution numérique, l'offre globale d'information, elle, n'a jamais été aussi faible, suscitant l'inquiétude grandissante de la profession représentée par ses sociétés de journalistes, syndicats, associations et collectifs.

Une nouvelle structure de propriété

« *La clef des libertés civiques d'un peuple est dans la liberté de la presse* », disait en 1935 le député **Emile Brachard** qui défendait alors devant l'Assemblée nationale l'adoption du [premier statut professionnel des journalistes](#). Pourquoi cette référence ? Parce que la situation d'aujourd'hui en France a beaucoup à voir avec celle de l'entre-deux-guerres (1919-1939), qui vit l'apogée de la « **presse d'industrie** ». Une **presse contrôlée et asservie par les grandes fortunes de l'époque**, engloutie dans la corruption, et qui allait basculer dans la collaboration.

Emile Brachard, défendant le statut de journaliste, s'en prend vivement à « *ces groupes qui contrôlent les journaux, c'est-à-dire à ce capitalisme de la presse* » qui **méprise le journalisme indépendant** et ceux qui le font, les journalistes. Il dénonce les attaques multiples de la **loi fondamentale de 1881** sur la liberté de la presse, « *ces interventions multiples et variées, toutes tendant à faire fléchir les règles* » pour mieux satisfaire les patrons de journaux.

Près d'un siècle plus tard, cette liberté reste à défendre tant que de nouvelles attaques se multiplient. Et cette liberté se doit d'être élargie tant la loi libérale de 1881 n'a cessé d'être grignotée ces quinze dernières années.

La révolution intervenue ces quinze dernières années est bien la prise de contrôle de l'essentiel du système médiatique privé par des hommes d'affaires. Souvent dépendants de la commande publique, ces « *capitaines d'industrie* » structurent aujourd'hui le paysage de l'information. La France a en effet cette particularité d'avoir aujourd'hui **90% (ce chiffre renvoie à l'audience globale) des quotidiens nationaux et la totalité des chaînes de télévision privée détenus par sept grands industriels et financiers, dont les intérêts ne sont pas dans les métiers de l'information.**

Bouygues (Bâtiment travaux publics) qui contrôle *TF1*, première chaîne de télévision du pays, et six autres chaînes. **Arnault** (*LVMH*, 1er groupe mondial du luxe), propriétaire de deux quotidiens nationaux, d'une radio et de plusieurs magazines. **Bolloré** (*Vivendi*) propriétaire d'un empire télévisé (*Canal+* et quatre autres chaînes), du premier groupe français de magazines (*Prisma*), d'une grande radio et de deux hebdomadaires. **Niel** (téléphonie) qui contrôle *Le Groupe Le Monde*, des quotidiens régionaux et plusieurs hebdomadaires. **Dassault** (aviation et armements), propriétaire du *Figaro*, le grand quotidien conservateur français. Dernier arrivé : **Saadé** (groupe *CMA-CGM*, 3e transporteur maritime mondial) qui, outre un quotidien régional et un quotidien économique, vient de racheter à **Drahi** (télécommunications) ses sept chaînes de télévision et une grande radio.

Ce **phénomène de concentration** s'est même accéléré au niveau local. Un **rapport très officiel** publié à l'été 2022 par *l'inspection des finances et l'inspection des affaires culturelles* considère que « *La concentration de la presse est élevée pour la presse quotidienne nationale et très forte pour la presse quotidienne locale* ».

Des rédactions qui ont perdu leur indépendance

Une nouvelle crise est en cours : une **crise d'indépendance**, la plupart de ces **grands actionnaires** faisant valoir dans leurs médias leurs intérêts et positions politiques. Cette concentration de l'information aux mains de quelques milliardaires ou la naissance d'une « *presse d'industrie* » s'est accompagnée, depuis ces dernières années, de reprises en mains violentes des rédactions. Dans un système d'information en crise et structurellement déficitaire, les médias rachetés par les industriels et financiers sont d'abord utilisés comme leviers d'influence. Ces propriétaires de médias achètent de la protection, ils ne pensent **pas développement, prise de risque, innovations**.

Des directeurs de la rédaction ont ces derniers mois été limogés par leur actionnaire en désaccord avec des choix éditoriaux. Ce fut le cas d'**Hervé Gattegno**, directeur du *Journal du Dimanche* et de *Paris-Match*, renvoyé

par **Lagardère** et **Bolloré**. De **Nicolas Barré**, directeur de la rédaction du quotidien économique *Les Echos*, écarté par **Bernard Arnault**, cette crise dure maintenant depuis près d'un an. La mise à pied d'**Aurélien Viers**, directeur de rédaction de *La Provence* pour une Une, jugée « *ambiguë* » qui avait déplu à la direction du titre, réintégré quelques jours plus tard.

Les atteintes à l'indépendance des rédactions se répètent. À chaque fois, les consciences se réveillent, puis se rendorment, et rien ne change... **Cet affaïssement de l'indépendance donc de la qualité de l'information est une explication majeure du gouffre de défiance qui s'est créé entre l'opinion publique et les médias.**

L'extrême droite au cœur de médias de masse

Vincent Bolloré est un industriel devenu en quinze ans magnat des médias. Lui ne cache pas vouloir imposer à ses rédactions **un agenda idéologique d'extrême droite au service du « combat de civilisation »** qu'il entend mener. Il a ainsi fait promouvoir, par sa chaîne d'information en continu **CNews**, la candidature à l'élection présidentielle de 2022 de l'essayiste d'extrême-droite **Eric Zemmour**, multi-condamné pour incitation à la haine raciale.

Vincent Bolloré purge aussi les rédactions des médias qu'il rachète. La quasi-totalité des journalistes d'*I-Télé* devenue **CNews** après son rachat a quitté la chaîne. Quatre-vingt-dix salariés d'*Europe-1*, grande radio généraliste, ont démissionné à la suite de son rachat par **Bolloré**. Peu avant, censure, suppression d'émissions et limogeages avaient marqué la reprise par l'industriel de la télévision payante *Canal+*.

On peut également citer le cas de l'hebdomadaire *Le Journal du Dimanche*, qui va de crise en crise. Ce titre a même vu pour la première fois de son histoire sa rédaction se mettre en grève quatre semaines d'affilée, en juin 2023, pour dire son refus de la nomination par l'actionnaire **Vincent Bolloré** comme directeur de la rédaction d'un journaliste d'extrême droite **Geoffroy Lejeune**, peu avant limogé pour ses positions ultras de la direction de l'hebdomadaire *Valeurs Actuelles*, propriété de l'homme d'affaires **Safa**.

Enfin, on pourrait penser que l'audiovisuel public demeure puissant et reste épargné de cet accaparement par les puissances économiques. Il n'en est rien. La profession se dit inquiète tant il est menacé par les critiques récurrentes du pouvoir exécutif qui, après avoir changé son mode de financement, vient d'annoncer une vaste réforme de réorganisation de ce secteur.

Ainsi **le journalisme et l'information se portent très mal**. Se met en place un paysage d'information et d'opinion pouvant favoriser lors des prochaines élections l'extrême droite que les *sondages* donnent comme favorite pour l'élection présidentielle de 2027.

La gabegie d'aides publiques massives

La France a cette autre particularité d'avoir la presse la plus subventionnée en Europe. Au total, l'État consacre plus d'1 milliard d'euros d'aides directes et indirectes à la presse. Sans ces subsides publics, la plupart des titres enregistreraient des pertes très importantes.

À titre d'exemples, **Bernard Arnault**, malgré les 14 milliards d'euros de bénéfice net du groupe LVMH (premier groupe de luxe mondial) en 2022, accaparé la plus grosse partie de ces aides publiques en recevant, pour *Les Echos* et *Le Parisien*, plus de 16 millions d'euros en 2021 après 22,5 millions d'euros en 2020. En deux ans, le groupe *Le Monde*, contrôlé par **Xavier Niel**, a reçu 18 millions d'euros, le groupe *Le Figaro* (famille **Dassault**) plus de 16 millions, *Libération* (**Patrick Drahi** via *SFR* et un fonds de dotation) 14,5 millions, etc.

On peut donc s'interroger légitimement sur les raisons d'un tel soutien de l'État à ces grands médias.

Peu innovante, la presse écrite a loupé son virage digital. **Ces milliardaires ont détruit de la valeur, fait des plans sociaux, accumulé les pertes, raté la révolution numérique. Ils se sont gardés d'investir pour mieux ouvrir le robinet des aides publiques qui représentent aujourd'hui près du quart de leur chiffre d'affaires. Sans ces subsides publics, la quasi-totalité des titres imprimés seraient en faillite.**

Un simple arrangement entre le pouvoir et les gros médias semble tenir de règle du jeu, ouvrant la voie à tous les soupçons de dépendance.

Ce système des aides publiques à la presse – devenues des rentes – est pourtant de longue date critiqué : plusieurs rapports parlementaires, rapports de hauts fonctionnaires remis à l'exécutif, rapport de la *Cour des comptes*. Sont pointées son inefficacité, les distorsions de concurrence qu'elles provoquent, l'opacité des critères d'attribution et les difficultés ainsi créées pour les nouveaux entrants sur le marché, ou encore son **absence de soutien à l'innovation**.

En 2022, le *Syndicat de la presse d'information indépendante en ligne (SPIIL)* s'indignait à son tour d'un tel système. Il organise « *une distorsion de concurrence et nuit gravement au pluralisme* », estime ce syndicat professionnel qui regroupe plus de 280 titres indépendants, très majoritairement numériques. **La presse indépendante est ainsi massivement discriminée.** « *Cette disproportion est indécente et décourageante pour les nombreux éditeurs indépendants qui œuvrent au pluralisme de l'information* », estimait le SPIIL. Un message que le gouvernement ne veut pas entendre.

Offensives judiciaires contre le journalisme indépendant

Ces dernières années ont été marquées également par de multiples offensives judiciaires contre des journalistes. Des procès en cascade ont été intentés par des hommes d'affaires (**Vincent Bolloré** en tête) à la suite de publications d'enquêtes, obligeant des titres financièrement fragiles à engager de lourds frais d'avocat et de justice. Dénoncées par toute la profession comme des « **procédures baillons** », ces attaques visent à dissuader les journalistes d'enquêter. Le *syndicat national des journalistes (SNJ)*, majoritaire) a saisi la Défenseure des droits des cas de plusieurs journalistes, cibles de violences policières lors des manifestations contre la réforme des retraites.

La loi sur la presse de 1881, texte fondateur de la liberté d'information en France, est régulièrement contournée, au nom du *secret des affaires* ou pour identifier les sources des journalistes. Des tribunaux de commerce, pourtant non compétents en matière de presse, ont même ordonné des « *censures préventives* » à la publication d'articles. On pourrait y ajouter le recours à ces mêmes tribunaux pour pourchasser les sources de journalistes, les convocations en septembre 2023 de trois journalistes travaillant dans la presse régionale par l'*Inspection générale de la police nationale*, « *convocations qui ont pour seul but d'intimider, d'épuiser et de faire taire* », selon le SNJ.

Tel est le paysage de l'information en France. Une dégradation pas forcément spectaculaire mais continue et à bas bruit, doublée d'une précarisation croissante du métier de journaliste et **les multiples atteintes au droit à une information pluraliste et de qualité** des citoyennes et des citoyens. Les syndicats de journalistes, les collectifs, les avocats spécialisés en droit de la presse, les associations de défense des libertés publiques, les sociétés de journalistes de nombreux médias tirent la sonnette d'alarme depuis trop longtemps.

La liberté de la presse n'est pas un débat professionnel entre

journalistes. Elle concerne d'abord les citoyennes et les citoyens, le respect de leur droit de savoir, leur capacité à se forger connaissances et opinions. Sans une information indépendante, il ne peut y avoir d'authentique délibération démocratique. C'est ce qu'affirment lois et jurisprudences constitutionnelles, charte des droits fondamentaux et Cour européenne des droits de l'Homme.

.../...

Fonds pour une Presse Libre
fondspresselibre.org

Cet article a été rédigé avec le soutien de la Fondation *Heinrich-Böll-Stiftung*, Paris.

--

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>
sous-domaine
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>